

FEMWISE-AFRICA

QUARTERLY NEWSLETTER

VOLUME 1 | ISSUE 2

OCTOBRE 2020 ÉDITION SPÉCIALE

**RÔLES DES FEMMES DANS LES
APPROCHES AUTOCHTONES
DE LA MÉDIATION ET DE LA
RÉSOLUTION DES CONFLITS**

Le 31 octobre 2000, **le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution historique 1325**, parrainée par la Namibie. La résolution 1325 du CSNU représente une victoire pour les femmes et une reconnaissance mondiale de leur droit légitime à la protection et à la participation aux processus de paix à tous les niveaux. C'est également une reconnaissance de la responsabilité mondiale de prévenir la violence sexiste. Vingt ans plus tard, **cette édition spéciale du Bulletin Femwise-Africa fait partie de la contribution de l'Union africaine à la commémoration du 20e anniversaire de 1325** et à la discussion en cours sur l'avenir de l'agenda des femmes pour la paix et la sécurité. En se concentrant sur **le rôle des femmes dans la résolution des conflits autochtones en Afrique**, le Réseau utilise le bulletin d'information comme un outil pour regarder en arrière et tirer parti de nos expériences et de notre patrimoine pour l'avenir.

Dans cette édition, nous examinons **les points de vue et les expériences des membres** sur les approches et expériences traditionnelles **de résolution de conflits**. À travers différentes études de cas des cinq régions africaines, nous explorons certains des défis et opportunités que ces processus, structures et mécanismes présentent pour les femmes artisans de paix et médiatrices.

En tant que document d'ancrage de nos engagements lors **de la première réunion annuelle de l'Alliance mondiale ou des réseaux de médiatrices**, cette deuxième édition de la Newsletter FemWise-Africa se veut informative, inspirante et provocante. Nous espérons que cela déclenchera une réflexion novatrice prête à l'emploi et inspirera de nouvelles collaborations et partenariats qui feront progresser le programme WPS plus loin et plus rapidement.

Bonne lecture!

DANS CE BULLETIN

**Page
05** Femmes et approches autochtones de la médiation en Afrique
by Mukondeleli Mpeiwa

**Page
11** Les femmes algériennes face au terrorisme: résistance, résilience, reconstruction
by Professor Fatima Karadja

**Page
15** La crise de l'Ambazonie au Cameroun anglophone par Melanie Tambe

**Page
19** Approches traditionnelles pour prévenir, gérer et résoudre les conflits
par Elise Dikko

**Page
20** L'Assemblée des femmes rurales du Swaziland, un groupe autochtone leader dans le rétablissement de la paix
par Colani Hlatjwako

**Page
22** La Jeune Reine Mère: Briser les Barrières
par le Rév.Kesia Bijoue-Birch

**Page
25** Le conflit frontalier Kitui - Tana
par Regina Mutiru

**Page
28** Lutte pour la paix par Rose Mulaah

**Page
30** Approches traditionnelles des femmes pour établir et consolider la paix
par Rasoloarisoa Marie Marcelline

**Page
34** Les femmes et la tradition de la médiation et de la résolution pacifique des conflits au Maroc
par Khadija Elmadmad, Najat Adelati et Kawtar Khalil

**Page
40** La Visite du Président par Maty Boide

DANS CE BULLETIN

Page
43 L'ONG Femmes, Action et Développement
par Kaltani Bokossa

Page
46 Le Rôle des Femmes Traditionnelle
pour Apporter La Paix à Leurs
Communautés
Par Carolien K. Mvalo

Page
48 Proverbes de paix par Tionge Kalua
Mhone

Page
50 Le récit des femmes Ibibio par Uduak Udofia

Page
53 Nayeche: La déesse de la paix réconcilie les
tribus Ateker Par Bernice Joyce A.S. Nima

Page
55 À La Prochaine Du Coin De La Coordination
Par Mukondeleli Mpeiwa

Les Femmes **Et** Les Approchs Autochtones de Médiation en Afrique

By Mukondeleli Mpeiwa

Depuis des décennies, un volume considérable a été écrit et dit sur la médiation en tant qu'outil viable et positif de résolution des conflits, applicable à presque tous les contextes, quelle que soit la complexité des problèmes, des acteurs ou des processus du conflit. Au fil du temps, avec l'émergence de nombreux acteurs multilatéraux et universitaires sur la scène de la médiation, la discussion et l'orientation (y compris les ressources), entre autres, semblent avoir convergé vers ce que l'on appelle communément la nécessité de «professionnaliser» le domaine. Ce discours a bien sûr inclu la professionnalisation des femmes médiatrices, qui, dans certains contextes, s'est transformée en une condition préalable à leur participation aux processus de paix. Inversement, le manque de femmes qualifiées et expérimentées est également souvent présenté comme une autre justification de leur marginalisation et exclusion continue, en particulier dans les processus plus formels des Niveaux I et II.

Alors que de nombreux universitaires, diplomates et praticiens ont écrit sur la pratique de la médiation, y compris sa professionnalisation en termes d'absence, de nécessité et d'approches pertinentes, peu ont interrogé le sens de cette «professionnalisation» et encore moins ont engagé le concept dans une perspective africaine. Dans les discussions sur la pratique de la médiation et dans beaucoup de formations sur le sujet, la phrase «la médiation est un art et une science» est couramment utilisée, y compris par des universitaires établis dans la médiation. Au moment où la validité de cette déclaration est en soi discutable, peut-être que la question pertinente à se poser tourne autour des connotations épistémologiques d'une telle déclaration. Quelle science est la médiation, et plus important encore, par qui?

À des degrés différents, le contexte du COVID-19 a, à certains égards, délocalisé la pratique de la médiation et réorganisé la pertinence / l'importance de ses acteurs avec les médiateurs locaux et leurs efforts qui sont désormais au premier plan, et bénéficient de plus de reconnaissance et de soutien. Cela rend le débat sur les approches autochtones de la médiation nécessaire et opportun.

En plus de cela, avec 2020 qui est l'année commémorative du 20e anniversaire de la célèbre Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), malgré les défis sans précédent posés par le nouveau coronavirus, l'attention du monde semble être momentanément revenue sur l'agenda Femmes, Paix et Sécurité. Cela donne aux femmes médiatrices, y compris les femmes africaines, une occasion unique et opportune de susciter et de plaider en faveur d'approches plus inclusives de la médiation, y compris sa conceptualisation et sa pratique, afin que la professionnalisation ne soit pas synonyme de délégitimation et de plus d'obstacles à la participation.

Les perspectives théoriques sur les méthodes de résolution des conflits en Afrique

Toute interrogation sur les approches autochtones de résolution des conflits en Afrique doit être fondée sur une compréhension de la nature des conflits dans les sociétés africaines, remontant à l'ère précoloniale jusqu'à nos jours. Une telle enquête devrait non seulement évaluer les méthodes et les approches historiques de résolution des conflits en Afrique, mais aussi le faire sur la base d'une bonne appréciation de l'évolution des acteurs, des causes, des moteurs et des processus du conflit.

Bien que le mot autochtone ait plusieurs significations contextuelles, dans ce document de travail, il se réfère aux pratiques et croyances de «l'Afrique traditionnelle, coutumière et précoloniale par opposition aux modèles qui ont été importés en vertu de l'héritage de la législation coloniale ».

L'évolution des Conflits en Afrique

Durant la période précoloniale, l'histoire Africaine était notamment parsemée d'hommages à des guerriers et dirigeants courageux, «plus grands que nature», y compris des femmes, et de récits de grandes batailles et conquêtes. Comme dans toutes les sociétés humaines, les conflits ont historiquement été présents dans les communautés autochtones africaines, avec des désaccords qui découlent d'un éventail de problèmes, y compris l'endettement, les malentendus ou les différends conjugaux, ainsi que les préjudices physiques et l'endommagement des propriétés. Les contestations de succession, d'héritage, de délimitation des terres et de ressources naturelles, y compris les pâturages, ont parfois conduit à de violents affrontements, en particulier entre différentes communautés et groupes ethniques, entraînant des dommages d'infrastructures, des déplacements forcés et des pertes en vies humaines.

Et dans les années 1960, la principale préoccupation à travers le continent était la lutte pour l'indépendance, avec des «ennemis extérieurs» communs assez clairs qui devaient être renversés. La phase postindépendance, tout en offrant de nombreuses opportunités à l'Africain moyen, a également apporté sa juste part de défis, qui continuent d'évoluer, de se recouper et de s'accroître, y compris dans leur complexité et leur interdépendance.

Les défis d'aujourd'hui vont de l'inégalité; la pauvreté et les opportunités économiques inadéquates et inégales au niveau mondial; le terrorisme et l'extrémisme violent; les problèmes liés au constitutionnalisme et à la gouvernance, à une criminalité croissante.

À travers le continent, la criminalité, tant nationale que transnationale, est devenue une menace réelle pour la sécurité publique. Cela inclut les violences basées sur le genre qui se manifestent dans chaque pays africain, quoique à des degrés divers et sous diverses formes. Malheureusement, la transformation des relations entre genres est restée un défi constant alors même que le continent continue d'évoluer au niveau socio-économique et politique. Le contexte de conflits en Afrique contemporaine a sans aucun doute été aggravé par l'augmentation de l'ingérence et de l'implication étrangères dans ses affaires, qui continuent de porter et d'intensifier les différences entre divers groupes, généralement en exacerbant les griefs sociaux légitimes qui existent déjà et en les politisant.

Les Approches Autochtones Africaines de Résolution des Conflits

Les approches autochtones de résolution des conflits en Afrique sont hétérogènes et varient selon les contextes et les cultures. Invariablement, elles n'étaient pas seulement destinées à résoudre les différends et à régler les désaccords, mais aussi à donner la priorité à l'harmonie sociale ainsi qu'au rétablissement et au maintien de l'amitié et des relations positives entre les parties au conflit. Alemie et Mandefro (2018), parmi tant d'autres, sont d'accord avec Olowu (2018), que traditionnellement, les principales méthodes de résolution des conflits des communautés africaines incluaient généralement des variantes de médiation;

D'arbitrage; et la diplomatie, entre autres. Ces approches étaient bien sûr pratiquées et appliquées de manière contextuelle dans différents pays et communautés, en fonction principalement des facteurs sociaux et culturels. Dans la plupart des cas, les mécanismes et processus traditionnels de résolution des conflits ont été ancrés dans la coutume et avec une reconnaissance formelle et une codification juridique dans certaines sociétés post indépendance.

La médiation est considérée comme l'outil de résolution des conflits le plus populaire en Afrique traditionnelle. Elle est préférée car elle est vue comme moins longue, moins coûteuse et avec des résultats plus constructifs et durables. La médiation évite également les résultats gagnant-perdant ou à somme nulle et se concentre plus sur la transformation des relations, ce qui rend la conciliation post-règlement plus applicable. Historiquement, les hommes âgés ont joué un rôle de premier plan dans la résolution des conflits dans la plupart des sociétés africaines, y compris celle des médiateurs. De façon conventionnelle, cela était attribué à leurs riches expériences et à leur «statut social». Le système somalien gurtii mené par des anciens de clans est un exemple de mécanismes autochtones de médiation en Afrique qui se fient aux anciens pour ramener la paix entre factions en guerre. Les sociétés africaines traditionnelles ont également utilisé la diplomatie pour éviter les guerres et l'escalade des conflits avec des groupes ethniques voisins. Au cœur de ces efforts diplomatiques se trouvaient les anciens du clan, des chefs émissaires.

Portées par des siècles de pratique et ancrées dans la coutume et la tradition, bien qu'il puisse y avoir des variations entre les cultures et les communautés, la plupart des méthodes autochtones de résolution des conflits en Afrique étaient en gros basées sur la médiation et reposaient exclusivement sur les acteurs locaux, y compris les chefs traditionnels et les anciens. Et c'est le cas même aujourd'hui. Cependant, beaucoup de pays ont établi «des routines de prise de décision quasi-judiciaire et juridique basées sur la communauté pour gérer et résoudre les conflits au sein ou entre les communautés». Ces systèmes visent à résoudre les conflits sans recourir au système juridique formel et aux tribunaux, ou à la police, et aboutissent souvent à des accords et à une réconciliation informels mais concrets, qui contribuent à restaurer et à maintenir des relations intercommunautaires plus larges et une harmonie sociale.

Les approches traditionnelles de résolution des conflits s'adressent à différents niveaux d'alphabétisation et deviennent, de façon considérable, plus inclusives et accessibles que les structures plus formelles. Les membres de la communauté font généralement partie du processus, soit en tant qu'observateurs, conseillers ou facilitateurs de processus, et sont donc étroitement impliqués dans la résolution des conflits qui peuvent les affecter, contribuant ainsi à la confiance sociale. Cela diffère considérablement des approches qui dépendent d'acteurs externes y compris la médiation multilatérale et qui en sont venus à caractériser la résolution formelle des conflits en Afrique aujourd'hui. Bien que l'impartialité est au centre de la médiation africaine, en raison des liens étroits et souvent familiaux entre les différents acteurs, toutes les parties en conflit sont généralement bien soutenues et engagées.

Cela encourage la reconnaissance de la responsabilité et des actes répréhensibles, et favorise la justice sociale et une véritable réconciliation dans l'intérêt à long terme de la communauté au sens large. En plus d'être participatives et inclusives, d'autres avantages qui découlent des approches autochtones de résolution des conflits en Afrique comprennent ainsi: l'accessibilité, l'appropriation, la transparence, la réconciliation à portée de tous, la durabilité (à la fois du processus et des résultats), la responsabilité directe, la reproductibilité et la durabilité des structures et des processus qui sont partagés et pratiqués à travers différentes générations.

Le Rôle des Femmes dans les Approches Autochtones de Résolution des Conflits en Afrique

Ces derniers temps, alors que la lutte pour l'égalité des sexes s'est développée et a gagné sa reconnaissance au niveau mondial, une critique majeure à faire des systèmes autochtones de résolution des conflits africains est le rôle relativement moindre joué par les femmes qui se rapporte souvent aux responsabilités autour du bien-être général des participants. Il s'agit bien sûr d'une généralisation très large qui ne devrait pas être mal interprétée pour suggérer que toutes les communautés et sociétés africaines n'impliquent pas de manière significative les femmes dans leurs efforts de résolution des conflits. Il existe de nombreux exemples de rôles fondamentaux reconnus des femmes dans les processus traditionnels de règlement des conflits.

Les femmes contribuent aux actions autochtones de résolution des conflits à divers titres, notamment en tant que chefs, et en tant que Khadzi (sœur du chef) et Vhakoma (conseiller principal du chef) qui sont au cœur du règlement des conflits dans la culture tshivenda de l'Afrique du Sud. D'autres exemples incluent le rôle de Rakgadi parmi les Barolong dans la culture Tswana, les femmes conseillers dans le district d'Alefa en Éthiopie, le concept Nneka dans la société traditionnelle Igbo au Nigéria et les femmes Luo artisanes de la paix au Kenya. Malgré des compte-rendu plus récents sur les contributions des femmes dans les efforts pour la résolution des conflits contemporains au Burundi, en République démocratique du Congo, en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone et en Afrique du Sud, le rôle des femmes dans les mécanismes traditionnels reste de façon inacceptable minime à travers le continent et nécessite une transformation et une expansion urgentes.

Par rapport à la résolution des conflits, les femmes africaines ont été et continuent d'être plus activement engagées dans la prévention autochtone des conflits en utilisant diverses plateformes et méthodes largement basées sur les efforts individuels et au maintien des traditions familiales ou communautaires. En règle générale, les femmes plus âgées, principalement, ont continué à maintenir la tradition d'une éducation orale à la paix à travers la narration d'histoires, des idiomes et des souvenirs historiques, tous souvent transmis par les générations précédentes.

Elles forment également des jeunes femmes et filles à divers processus et cérémonies éducatifs traditionnels, ainsi qu'aux arts, y compris la poésie et les danses, à travers lesquels elles partagent leurs connaissances et enseignent des pratiques et des conduites qui favorisent la cohésion sociale et la coexistence. Etant les futures gardiennes de cet héritage, les jeunes femmes sont initiées à travers ces processus.

Les actions autochtones de résolution des conflits en Afrique sont souvent étayées par les philosophies d'Ubuntu et ses principes fondamentaux de réciprocité, d'inclusivité et de conviction d'un destin partagé. Ubuntu, (Je suis parce que nous sommes) est largement pratiqué parmi les communautés autochtones d'Afrique orientale, centrale et australe; Kparakpor (humanité) et omoluwabi (code de bonne conduite) du peuple Yoruba d'Afrique de l'Ouest; ujamaa en kiswahili; kanye ndu bowi chez les Buem au Ghana et au Togo; et le processus gacaca au Rwanda. Cependant, bien qu'elles soient largement pratiquées, comme pour la plupart des connaissances autochtones, les méthodes autochtones, leurs efforts et leurs succès dans la résolution des conflits restent principalement oraux et non documentés.

Jusqu'à présent, ce document de travail a présenté un aperçu des approches autochtones de résolution des conflits en Afrique et a mis en évidence le rôle joué par les femmes à cet égard. Il a montré que la médiation était un ingrédient essentiel dans la promotion de la paix, la prévention de l'escalade et la résolution des conflits dans et entre les communautés africaines.

L'appropriation et la participation collectives sont au cœur de cela, car la médiation traditionnelle est entreprise par des acteurs locaux, représentant des structures de gouvernance locale établies et reconnues. Le rôle fondamental généralement faible joué par les femmes dans ces structures souvent dominées par les hommes est préoccupant, ce qui nécessite un examen et une réforme pour aller de l'avant. Compte tenu des nombreux aspects positifs mis en évidence ci-dessus, les approches africaines devraient jouer un rôle plus important dans la résolution des conflits, tant sur le continent et au-delà.

Pour favoriser cela, des programmes de formation fondés sur les valeurs culturelles africaines devraient être promus et diffusés parmi les décideurs et les praticiens, y compris au niveau local, inculquant une large culture de paix fondée sur des principes, des structures et des processus familiaux. Les dirigeants traditionnels et locaux sont essentiels à ce processus, à la fois en tant que gardiens des connaissances et des institutions culturelles, mais également en tant que facilitateurs sociaux et légitimateurs de processus. En outre, les politiques devraient être examinées et, là où c'est nécessaire, révisées de manière à reconnaître et à légitimer les structures et institutions autochtones, ainsi que leurs connaissances et leurs approches.

Bien qu'il y ait eu des efforts pour documenter les connaissances autochtones africaines et promouvoir largement leur acceptation, reconnaissance et protection au niveau mondial, il faut investir davantage dans ce domaine, à la fois en termes de moyens financiers et en termes de capacités.

En outre, les producteurs de savoirs africains devraient aussi être dûment reconnus, soutenus et protégés. L'épistémologie est essentielle à ce processus, et des efforts devraient donc être faits pour non seulement intégrer les connaissances africaines dans la pratique contemporaine de résolution des conflits mondiaux, mais aussi désigner et reconnaître ces contributions comme africaines. Compte tenu des opportunités de la focalisation mondiale actuelle susmentionnée sur l'agenda FPS, ces interventions devraient être faites délibérément à partir d'une perspective genre qui se concentre spécifiquement sur la promotion et le renforcement du rôle des femmes dans les approches autochtones de la médiation et de la résolution des conflits.

Bien qu'il ne soit pas concluant, ce document de travail visait à susciter des discussions et mettre en exergue certaines suggestions et recommandations concrètes sur la manière dont une nouvelle compréhension des approches autochtones de résolution des conflits pourrait aider à résoudre les conflits existants et à prévenir le déclenchement de futures violences. Le document recommande, entre autres, l'intégration et la reconnaissance des méthodes autochtones dans les modèles «internationaux» les plus courants, afin de créer des approches locales de résolution des conflits en Afrique plus efficaces et durables. Au-delà peut-être de plus d'efficacité et de durabilité, une telle approche serait conforme aux appels répétés de l'Union africaine en faveur de «solutions Africaines aux problèmes de l'Afrique».

L'ALGÉRIE.

LES FEMMES ALGÉRIENNES FACE AU TERRORISME RESISTANCE, RÉSILIENCE, RECONSTRUCTION

par Prof Fatima Z KARADJA

Mon propos se réfère à ce qu'il est convenu d'appeler la décennie noire ou la décennie rouge, je ne sais pas à quel niveau du registre chromatique la situer ; ce qui est sûr c'est qu'elle a la couleur de l'horreur pour toute l'Algérie.

Dans les années 1990, mon pays a subi, dans l'isolement quasi-total, une agression sans précédent qui a visé la destruction de l'Etat Republicain et la soumission de la société à une idéologie mortifère, par les procédés les plus abjects, y compris ceux qui transgressent les règles les plus élémentaires de l'humanité.

L'entreprise a commencé par des attentats ciblés, visant les forces de sécurité, puis les femmes qui n'adoptaient pas les stéréotypes imposés par eux, puis les intellectuels pour décérébrer le pays.

La violence est allée crescendo jusqu'à atteindre son paroxysme, usant de massacres indiscriminés et massifs. C'était au moment où la Communauté Internationales refusait de saisir la nature dévastatrice, radicale et extensive du terrorisme. C'était il y a plus de vingt ans et le terroriste a changé de face, de procédés et d'outils, mais sa matrice et ses objectifs demeurent les mêmes. C'est un fléau qui cible l'humanité et sa civilisation. Dans ce contexte, les femmes étaient à la fois des cibles privilégiées et des protagonistes incontournables.

Après avoir subi les exactions les plus infâmes, car considérées comme butin de guerre, elles étaient livrées aux viols collectifs, l'esclavage sexuel, les mutilations, l'assassinat ; n'ayant plus rien à perdre, elles se sont relevées pour faire front contre le terrorisme. Porteuses de vie, nourricières par nature et par culture, elles s'investissent instinctivement dans la protection et la survie de leurs proches ; elles recherchent par tous les moyens les ressources pour faire face aux situations de crises extrêmes.

Ainsi, leur action s'est inscrite autant dans l'axe politique, que l'axe psychologique et social ; on pourrait la résumer sous le label: Résistance, Résilience, Reconstruction.

Bien entendu, il ne s'agit pas ici de nier ou de minimiser le rôle des forces de sécurité et la population dans son ensemble qui ont payé une lourde facture. Il s'agit seulement de souligner l'aspect spécifique et caractérisé de l'implication des femmes et son impact sur la société

La Résistance :

Celle-ci s'est exprimée, d'abord par des conduites héroïques au quotidien ; celles qui travaillaient ont continué à exercer leur métier malgré les menaces et les interdictions :

Exemple des bulletins d'information au journal télévisé qui étaient présentés exclusivement par des femmes.

Exemple : des enseignantes qui ont continué à dispenser le savoir et nos mémoires resteront marquées à jamais, par les neuf jeunes femmes de Relizane, sacrifiées sur l'autel de la barbarie et de l'obscurantisme. Sur un autre plan, la résistance s'est traduite par l'implication des femmes, cadres associatifs, universitaires etc ..., dans l'action informative. Alors qu'une campagne de désinformation, savamment orchestrées par les terroristes et leurs commanditaires, semait la confusion et le doute sur l'identité des assassins, les femmes ont entrepris de rétablir la vérité sur le vécu des Algériens pour démonter l'abject « qui tue qui ? ... » et enlever aux terroristes la légitimité et la caution que leur offraient certaines tribunes à l'extérieur.

Toujours sur le plan de la résistance les femmes se sont engagées même dans l'autodéfense : À titre d'exemple, nous avons toujours en mémoire l'image de Yemma Zohra : Rescapée de la guerre de libération nationale cette sexagénaire a assisté à la décapitation de son fils unique. Sous l'impact de la douleur, elle est entrée dans un délire dissociatif en tentant de réinsuffler la vie en recollant la tête au tronc du défunt. Avec le soutien de ses voisines elle est sortie de son épisode psychotique et a repris le fil de sa vie ; par réaction elle a sublimé sa souffrance en prenant part au programme d'auto défense sous le contrôle des forces légales de sécurité. C'est là un bel exemple de résistance et de résilience.

La Résilience

Mon témoignage s'appuie sur mon expérience en tant que citoyenne, femme et professionnelle. Devant l'ampleur des massacres nous avons mis sur pied une cellule pluridisciplinaire (psychologues, médecins, acteurs sociaux), intervenant auprès des survivants de massacres collectifs. L'approche, flexible et adaptative, conjugait empathie et technicité ; en partageant des valeurs communes, en reconnaissant leur statut de victimes, en témoignant compassion et respect, nous parvenions à créer un contexte extensif de confiance.

La situation présentait une scène de chaos marquée par la sidération et l'effondrement, c'est un « arrêt sur image ».

Notre action consistait à relancer le continuum existentiel par débriefing pour restaurer la parole et l'expression et rétablir la chronologie dans la réalité. La vie et la mort se côtoient dans le même espace sans frontière ; or, s'il est un tabou que l'humanité entière se partage, c'est bien celui de la mort ; pour cela, elle a recours divers procédés variant selon les cultures, inhumation, crémation, immersion, afin d'instaurer la symbolique de séparation des deux mondes. Dans ce contexte, il faut identifier les personnes ressources de la communauté pour entreprendre la restauration des liens. Prière des morts, rituels funéraires,

l'individualisation des tombes, la prière de La Fatiha dédiée à chaque âme, le réveil des conduites traditionnelles, vont contribuer à l'amorce du travail de processus de deuil.

La Reconstruction

L'action collective consistait à remettre en fonction les espaces institutionnels avec les résidus des moyens existants : l'antenne administrative, le centre de santé, l'école. Exemple de l'enseignante qui a confectionné une photo avec les visages de tous les enfants assassinés et l'a placardée à l'entrée de l'école. Elle a ensuite convoqué tous les élèves, les invitant à se recueillir devant la photo, puis à rentrer dans la cour pour procéder à la levée des couleurs et chanter l'hymne national puis reprendre la classe. Cet acte, a priori anodin, est plein de sens : on ne fait pas de déni de la réalité, la douleur est présente mais l'événement est passé, et la vie peut reprendre par la dynamique fondée sur les éléments qui unissent la communauté.

On s'est occupé des orphelins, et on a pris soin des plus faibles. Toutes les conduites permettant de renouer avec le partage et la solidarité intracommunautaire ont été réactivées. La vie a commencé à reprendre du sens et la cicatrisation s'est amorcée. La crise génère des situations inédites et l'adaptation consiste à y apporter des réponses novatrices.

"On s'est occupé des orphelins, et on a pris soin des plus faibles.

Toutes les conduites permettant de renouer avec le partage et la solidarité intracommunautaire ont été réactivées. La vie a commencé à reprendre du sens et la cicatrisation s'est amorcée."

Les femmes, jusque-là confinée à l'espace domestique, se sont émancipées par la force des choses et ont exprimé de nouvelles aspirations. Elles se sont organisées avec des groupes de soutien et de solidarité ; ce sont elles qui ont identifié la nécessité de prendre en charge les orphelins et veuves des terroristes en respect à leurs droits fondamentaux de citoyens pour, d'abord éviter de les enfermer dans l'héritage d'une identité meurtrière et ensuite pour marquer leur appartenance à la communauté. C'est là que résident les jalons qui ont fait écho à une entreprise de Réconciliation Nationale.

LE CAMEROUN.

APPROCHES AUTOCHTONES DE RÉTABLISSEMENT OU DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ETUDE DE CAS: CRISE «AMBAZONIE» AU CAMEROUN DANS LA RÉGION ANGLOPHONE

BY MELANIE TEMBE

Les Africains constituent une société hétérogène avec des cultures diverses qui ont évolué au fil des années. Pourtant, certaines caractéristiques de nos cultures telles que les mécanismes locaux de résolution des conflits et les méthodes traditionnelles de consolidation de la paix ont survécu aux assauts du colonialisme. Certaines de nos approches autochtones de consolidation de la paix les plus populaires incluent Sue for Peace (médiation), accommodement, réconciliation et négociation.

La crise anglophone au Cameroun s'est intensifiée en 2016 après qu'une manifestation pacifique d'enseignants et d'avocats ait été réprimée violemment par l'armée camerounaise.

Quatre ans après et avec l'échec du gouvernement dans ses efforts pour contrôler la situation; les anglophones ont baptisé leur territoire «Ambazonie» et cherchent aujourd'hui à se séparer totalement de la République du Cameroun. Une demande qui a entraîné plus de 12 000 pertes civiles, 1091 morts de la part des militaires avec plus de 437 000 déplacés internes, plus de 20 000 réfugiés au Nigéria voisin et plusieurs autres non comptabilisés parce qu'ils vivent dans la brousse (source ONU 2018).

Cette situation déplorable a conduit à l'intervention de femmes artisans de la paix qui s'efforcent de maintenir ou d'arriver à une paix durable.

L'approche autochtone de rétablissement de la paix la plus productive qui a été utilisée par certaines femmes artisans de la paix est l'approche «SUE FOR PEACE», aujourd'hui connue sous le nom d'«approche de médiation». Cette méthode implique de communiquer avec les parties belligérantes, d'agir comme un pont ou un intermédiaire pour comprendre leurs difficultés, ce qui a déclenché la situation actuelle, comment revenir à une paix durable et les nuances.

L'avantage de cette approche est de forger une plate-forme de confiance où les personnes impliquées peuvent exprimer leur grief, recevoir une solution pour une paix durable et faire l'expérience d'une démonstration de confiance et de bonne volonté. Les guerres intertribales résultant de conflits fonciers entre Bali Chamba, Bali Gashu et d'autres tribus environnantes ont été résolues par des femmes utilisant cette approche de rétablissement de la paix. Les femmes sont très actives dans la prévention des conflits et la paix durable car elles ressentent dans leurs propres chairs les effets néfastes de la guerre. Les femmes étaient toujours vulnérables pendant et après la guerre. Elles faisaient face aux nouveaux défis et aux responsabilités additionnelles dans la période post conflit. Lorsqu'une guerre éclatait, les femmes SUE FOR PEACE en utilisant leur société secrète connue sous le nom de KAHWALOH, un organe indépendant constitué de femmes matures qui ont pour devoir de maintenir la paix dans la société.

Le Kahwaloh a opéré avec une diplomatie qui ne pourrait jamais être contestée en cas de guerre, quelques-unes, connues sous le nom d'ENVOYÉES DE LA PAIX, ont été envoyées avec des plantes de paix (Nkeng Nkeng) pour parler aux parties en guerre et les encourager sur la nécessité de la paix. Si elles ne parvenaient pas à adhérer à ces pourparlers de paix, les Kahwaloh procédaient autrement en allant sur le front de guerre et en s'interposant entre les combattants. Il était interdit de tuer des femmes et des enfants car cela pouvait être de mauvais augure pour la société. Les combattants qui ont abattu des femmes par erreur ont été rituellement purifiés. Si ce mouvement échouait (une situation presque impossible), ces femmes passaient à une autre étape en se déshabillant et en effectuant une promenade pacifique dans la communauté.

Les conséquences de cette situation étaient graves, car la malédiction pouvait assaillir la communauté. L'association des femmes âgées était très respectée même par Fons. On croyait que si ces femmes âgées exposaient leur nudité à une personne, cette personne sera frappée d'une malédiction qui se manifesterait par la folie et la mort éventuellement. Cependant, Sue for Peace (autrement connue sous le nom de médiation de nos jours) a ses nuances; dont certaines pourraient conduire à une tournure dramatique des événements, comme on le voit dans la crise anglophone du Cameroun aujourd'hui.

Après l'échec d'une médiation «Dialogue national» en 2019, les brutalités policières, les arrestations illégales, les incendies de villages entiers, les décapitations et le verrouillage complet se sont multipliés. Sans oublier le cas du Mali où l'échec de la médiation des dirigeants de la CEDEAO a conduit à l'arrestation du président IBK par la junte. Le rôle des femmes dans la résolution des conflits a été et est toujours d'actualité dans la crise actuelle de l'Ambazonie et la situation politique au Cameroun. Il a été remarqué lors de la crise post-électorale, lorsque Maître Michele Ndoki et ses camarades se sont mis à manifester pacifiquement mais ont rencontré une forte résistance de l'armée. Et pour eux, ça s'est terminé par des coups de feu et d'éventuelles peines de prison de la part de l'armée camerounaise impitoyable. Pourtant, cela pourrait être une approche de rétablissement de la paix recommandée à condition que la brutalité policière soit interdite. La fierté, le refus total ou la désobéissance des parties belligérantes à se soumettre à la médiation donnent naissance à «l'approche d'accommodement».

Elle est similaire à l'acceptation, c'est-à-dire à accepter de vivre dans un conflit ou un désaccord de la part des parties belligérantes. Cette approche est pour moi la phase la plus difficile dans une crise car elle respire le plus souvent le désespoir qui conduit parfois à l'hostilité comme on le voit ci-dessous.

Le début des années 2000 a été profondément marqué par l'assassinat barbare du Fon de Babanki (Bamenda) par ses sujets. Le regretté Fon Vugah Simonz a exaspéré ses sujets par ses actes : la vente des objets culturels, la destruction des sanctuaires ancestraux, la saisie des terres des épouses de ces sujets et de ses frères et la vente unilatérale des terres agricoles fertiles à un certain Alhadji Y.Danpullo, contre la volonté de son défunt père Fon Vubansgi. Les fermiers babanki ont attaqué le bétail de Danpullo, qui broutait sur leurs terres causant des dégâts. En représailles, les éleveurs ont brûlé 200 fermes et granges de denrées alimentaires. Plusieurs agriculteurs ont été arrêtés, torturés et détenus. En raison de ces problèmes créés et qu'il ne pouvait résoudre, le fon a ensuite été détrôné et contraint d'écrire une lettre de démission. Une fois surpris en train de se faufiler hors du palais, il a été escorté aux frontières de Babanki par ses anciens sujets avec l'intention de le battre et de l'abandonner là-bas.

Mais cela ne semblait pas satisfaire le peuple Babanki enragé et ils ont décidé de le brûler vif. C'était un cas exceptionnel où le chef devait payer le prix de l'agitation. Ce sont souvent les civils qui paient le prix des problèmes créés par leurs dirigeants. Comme on l'a vu lors du massacre de #Ngarbuh avec la mort de femmes et d'enfants innocents, la situation actuelle à #Bamenda avec le

gouvernement qui a interdit la circulation des motos afin de freiner les mouvements des combattants ambazoniens; les combattants ont réagi en interdisant la circulation des véhicules ce qui a conduit à un verrouillage complet de toute la région. Une situation pathétique qui met la population à rude épreuve et entraîne des pertes en vies humaines.

La «démarche de réconciliation» est une phase que j'apprécie particulièrement parce qu'elle renforce les liens entre les parties en conflit. On dit que le cycle de vie d'une guerre est de 30 ans. Partant du principe que le temps guérit tout, il arrive un moment où les griefs sont oubliés et les entités optent pour la paix. La réconciliation renforce le respect, la confiance et les liens entre les parties belligérantes, car elles conviennent d'un commun accord de mettre de côté leurs divergences et de créer une atmosphère où elles peuvent coexister. Les parties en présence d'un superviseur décident d'établir des règles.

L'étape de réconciliation est la plus appréciée car elle guérit non seulement les traumatismes psychologiques, aide à réintégrer les ex-combattants dans la société mais crée aussi une voie pour la cohésion sociale dans la communauté.

«Approche de négociation». Il s'agit d'un retour à l'approche de médiation car il s'agit d'une discussion visant à parvenir à un accord. Cependant, cette approche est également très applaudie par nous les médiateurs, car tout ce que nous désirons, c'est une paix durable. Elle vise à mettre entièrement un terme au conflit en s'attaquant aux causes structurelles de ce dernier. Cette approche peut être utile dans la situation actuelle du Cameroun étant donné que certaines des causes profondes de la crise sont structurelles. Après l'échec du dialogue national, les approches d'accommodement et de réconciliation sont devenues impossibles. Même le Swiss Talk proposé n'a pas pu se concrétiser; les deux parties ont exprimé leur refus de se réconcilier; le gouvernement camerounais refuse de discuter de la question d'un nouvel Etat alors que les Ambazoniens maintiennent leur position de séparation et d'indépendance. On peut dire à juste titre que les approches traditionnelles de résolution des conflits sont les meilleures et surpassent les approches occidentales car elles sont ouvertes, inclusives et reflètent l'orientation socio politique des Africains en abordant tous les conflits politiques, sociaux et économiques entre un peuple qui avait un style de vie communautaire.

HISTOIRE ET EXPÉRIENCE DES MEMBRES FEMWISE-AFRICA SUR LA MANIÈRE DONT LES APPROCHES TRADITIONNELLES ONT ÉTÉ UTILISÉES POUR PRÉVENIR, GÉRER ET RÉSOUTRE LES CONFLITS

BY ELISE DIFFO

Dans le cadre du projet « appui à l'amélioration de la représentativité des femmes pygmées et Bororos de la région de l'Est Cameroun lors des échéances électorales de 2018 » soutenu financièrement par le Département d'Etat des Etats Unis d'Amérique au Cameroun, et mis en œuvre par More Women in Politics en collaboration avec l'Etat du Cameroun. Le but principal de ce projet consiste à contribuer de manière considérable à l'amélioration de la gouvernance inclusive au Cameroun par l'accroissement de la participation et la représentativité des groupes vulnérables au processus collectif.

Il est question de favoriser l'expression et la participation politique des femmes autochtones dans les sites choisis ; afin d'assurer un meilleur respect de leurs droits civils, politique et la prise en compte de leurs intérêts spécifiques dans la définition et la conduite des politiques publiques au niveau local, qui a visé surtout à prévenir, gérer et résoudre les conflits sociopolitiques dans les zones enclavées de l'Est-Cameroun.

Les volontaires exhortent leurs pairs à participer aux élections ;

- Les Volontaires participent effectivement aux opérations électorales (inscription, retrait des cartes, vote) ;
- Les Volontaires rédigent des memoranda aux hommes politiques;
- Les Volontaires connaissent les jeux et enjeux de la participation politique ;
- Environ 1310 personnes, dont près de (730 de femmes rurales et 580 hommes) améliorent leurs connaissances démocratiques et citoyennes et participent effectivement au vote et à l'observation du processus électoral.

Plus de 1000 autochtones (Batouri et Yokadouma) ont bénéficié du projet "d'appui à l'amélioration de la représentativité des femmes pygmées et Bororos de la région de l'Est-Cameroun aux échéances électorales de 2018 dénommé **Démocratie avec les Autochtones** 2018.

ESWATINI

L'ASSEMBLÉE DES FEMMES RURALES DU SWAZILAND, UN GROUPE AUTOCHTONE POUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX EN PASSANT PAR L'ENGAGEMENT AVEC LES CHEFS TRADITIONNELS DANS LE CADRE D'UN ACTE DE SOLIDARITÉ

Par Colani Hlatjwakko

En Eswatini, l'Assemblée des femmes rurales du Swaziland (AFRS), qui est un réseau auto-organisé ou une alliance de mouvements nationaux de femmes rurales, est impliquée dans la consolidation de la paix dans leurs communautés pour résoudre les problèmes liés à la violation des droits des femmes avec les chefs traditionnels. AFRS est l'une des organisations qui soutient la campagne One Billion Rising. Il s'agit d'une campagne mondiale qui vise à mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. One Billion Rising Campaign croit en la solidarité et c'est exactement ce que ce groupe a imité dans son approche.

Dans leurs communautés, ces femmes ont joué un rôle de premier plan dans la collaboration avec les chefs traditionnels pour s'assurer que les problèmes liés aux femmes sont traités de manière équitable et

conformément à la loi. Eswatini est un pays qui est plus investi dans la culture, et en raison du système patriarcal, cette culture est souvent utilisée pour opprimer ou désavantager les femmes. Une plus grande partie d'Eswatini est rurale et reste sous l'autorité des chefs qui sont des fondés de pouvoir du roi. Les chefs ont un conseil (Bandlancane) qui préside les affaires rapportées à la résidence du chef (Umphakatsi). La plupart du temps, une femme maltraitée ou violée se rend en premier lieu à la résidence du chef étant donné que c'est au sein de la communauté.

Constatant l'augmentation des violations des droits des femmes dans les zones rurales, les membres de l'Assemblée des femmes rurales se sont organisés dans les différentes

communautés pour discuter avec leur conseil communautaire (bandlancane) au nom de la femme touchée afin de s'assurer que, lorsqu'ils président les affaires, justice soit rendue.

«Nous croyons en la solidarité, si une femme a été touchée / maltraitée, nous voyons aussi qu'il est de notre devoir d'intervenir pour que la même chose n'arrive pas à une autre femme», a déclaré Cebile Dlamini, secrétaire générale de l'AFRS. Elles se sont rendu compte que lorsqu'une femme n'est pas soutenue par les autres, elle est victime du conseil et d'autres membres de la famille, ce qui a poussé certaines femmes à ne pas vouloir signaler leur cas. L'AFRS est reconnue par les chefs traditionnels et leur plaidoyer a réussi à faire pression sur ces derniers pour que les droits des femmes soient respectés au niveau communautaire.

L'AFRS mène également un dialogue avec les chefs traditionnels pour s'assurer que les hommes ne forcent pas les femmes à quitter leur domicile conjugal parce que l'homme veut en épouser une autre, ou les beaux-parents forçant la femme à partir après le décès de son mari (ce se passe fréquemment). Ce qui est difficile, c'est qu'il n'y pas de certificat de mariage pour des cérémonies faites selon la loi et les coutumes swazies. C'est sur cette base que les membres de la SRWA ont exigé que les chefs traditionnels interviennent et protègent ces femmes, pour s'assurer également que toutes les femmes qui ont été mariées selon la loi et la coutume swazies dans les communautés aient des certificats de mariage.

“We believe in solidarity, if one woman has been affected/abused we see it also our duty to intervene so that the same does not happen to another woman”

L'Assemblée des femmes rurales du Swaziland est également préoccupée par la répartition des terres de la nation swazie. Il existe encore des communautés qui n'autorisent pas les femmes qui ne sont pas mariées ou qui n'ont pas de garçon à posséder des terres.

Une autre approche utilisée par ces femmes rurales est de s'assurer que les femmes sont économiquement autonomes afin qu'elles puissent être en mesure de quitter une relation abusive. La recherche a prouvé que la plupart des femmes restent dans des relations abusives parce qu'elles dépendent financièrement de leurs agresseurs. L'AFRS organise les femmes dans les communautés pour commencer à cultiver, à travailler la perle et à vendre des produits faits maison comme du vernis à sol, du savon liquide, etc. De nombreux changements positifs ont été observés dans différentes communautés grâce au plaidoyer ou aux approches de l'AFRS qui ont apporté des changements dans la vie des femmes en Eswatini.



GHANA

La Jeune Reine Mère

BREAKING BARRIERS

Par Rev. Kesia Bijoue Birch

Contrairement à la croyance populaire selon laquelle la tradition et les pratiques autochtones ne favorisent pas les jeunes et d'ailleurs les jeunes filles / femmes dans des rôles de leadership et de consolidation de la paix dans les zones rurales, l'histoire de Mama Klebetesi III de Mafi Sasekpe, une communauté située dans la région du Volta au Ghana met en évidence un récit exceptionnel et succinct qui mérite d'être lu et imité. C'était un tel plaisir d'écouter cette jeune dame reine mère raconter comment elle utilisait des stratégies autochtones apportant un changement positif et la paix dans sa communauté.

Le facteur décisif pour choisir une reine mère ou un chef est le sexe / genre ou l'âge, au lieu de viser les qualités que la communauté recherche chez le récipiendaire légitime du titre pour régner et s'asseoir sur le tabouret traditionnel. Le tabouret sur lequel est assise Mama Klebetesi III a été vacant pendant 30 ans en raison de controverses sur la question de savoir qui doit être choisi - un chef ou une reine mère issu de deux familles du même clan. C'était un conflit de longue date qui a conduit les deux familles devant les tribunaux et d'autres autorités. Enveloppé de mystère, le chef venu de l'une des familles et installé de force mourut mystérieusement. Finalement, l'esprit du Tabouret a été invoqué dans la famille de «afevia me» et il a «choisi» Mam Klebetesi III, la jeune femme.

TABABLA, AFE WOTSONA

**AVANT DE SORTIR EN PUBLIC, VOUS
DEVEZ VOUS ASSURER QUE LE
TURBAN SUR VOTRE TÊTE EST BEAU
ET BIEN FIXÉ**

**HAFI NADE ATSIKPO
LE AMEADE FE NKU
DZIA, ELE NAWO BE
NADE TORWOA GBA**

*Avant d'enlever la paille dans l'œil
de votre voisin, vous devez d'abord
retirer la vôtre*

Sortie avec confiance et humilité de son couronnement, la jeune reine mère a expliqué à sa communauté à quel point il était important pour elle de s'assurer que sa propre maison soit nettoyée avant de s'aventurer dans toute la communauté. Elle a utilisé les proverbes ci-dessus pour expliquer son intention et obtenir l'adhésion à ses projets d'aller à la racine du conflit dans la communauté et en particulier les controverses autour du tabouret qui était au cœur du conflit entre les 2 familles pendant 30 longues années.

Ces proverbes ont amené les clans des deux familles à accepter de s'asseoir ensemble et d'avoir des discussions autour des problèmes qui les oppose, et analyser aussi ce qu'était exactement la paille dans leurs yeux et comment ensemble ils pouvaient l'enlever ou travailler dessus. Dans le langage local, le fait d'envelopper sa tête avec un turban signifie que vous faites une introspection personnelle pour vous assurer que tout ce qui concerne votre vie est en bon ordre afin que lorsque vous sortez en public, vous soyez admiré et cité comme un bon exemple. En s'appuyant sur cette définition connue, elle a pu organiser les chefs de clan et la famille en comité. Et en tirant profit du fait qu'elle a été choisie par le tabouret lui-même (une question de spiritualité), elle a mené les discussions et un accord a pu être conclu pour laisser les problèmes du passé là ils appartiennent et reconnaître qu'ils étaient un même peuple qui recherche la paix et le développement de la communauté. Sur la base du « linge sale qui se lave en famille » et de la réconciliation, Mama Klebetesi III a réuni tous les chefs de clans de la communauté dans un comité qui, à leur tour, ont parlé aux hommes et femmes de leurs clans - un processus qui a abouti à un grand Durbar réunissant tous les membres de la communauté, y compris ceux des zones urbaines.

Elle a en outre mis à profit la relation « fille - parents et fille-grands-parents », une pratique indigène qui permet aux jeunes de communiquer facilement avec les aînés, d'être écoutés et soutenus dans toute entreprise regardant la vie de la communauté. Cette pratique, dit-elle, a amené les hommes et les femmes âgés de sa communauté à soutenir ses efforts pour apporter la paix et le développement. Ils se sont toujours disponibles à chaque fois que leur intervention était nécessaire ou quand ils étaient sollicités en tant que clans pour réunir les hommes et les femmes de leurs clans pour travailler en faveur du développement de la communauté.

Mama Klebetesi III se concentre sur le bien-être et le développement des filles et des jeunes femmes de sa communauté. C'est dans cette optique qu'elle a cherché des fonds pour créer « gari », une usine locale de denrées alimentaires pour offrir des possibilités d'emploi aux femmes et elle fait aussi la promotion des produits dans le centre urbain. Elle prend également le temps de sensibiliser les filles sur plusieurs questions, notamment le harcèlement sexuel, les violences sexuelles telles que le viol et éduque les parents sur la nécessité de mettre fin au mariage précoce et aux grossesses chez les adolescentes.

Le succès de ces interventions a fait de cette jeune reine mère un point de ralliement pour sa communauté. Les chefs de clans de la communauté, qui sont des hommes, déclarent publiquement leur confiance en sa capacité à faciliter la résolution des conflits dans leurs clans respectifs. « Je pense que c'est un privilège pour moi de servir mon peuple, la plupart d'entre eux sont plus âgés que moi, et dans certains cas plus éduqués que moi, mais ils me respectent en tant que jeune placée dans une position élevée en tant que reine mère. Je sens que je peux utiliser ma position pour apporter un changement positif, un processus que j'ai commencé et qui fonctionne pour nous ». « Pour moi, mon leadership est axé sur l'inclusivité rassemblant ainsi les jeunes et les personnes âgées qui partagent leurs idées afin qu'il y ait une appropriation de l'ensemble du processus et la durabilité de nos interventions ». De toute évidence, les femmes et les jeunes femmes contribuent au programme FPS au niveau local avec des impacts tangibles et cela vient contredire la perception selon laquelle plusieurs obstacles empêchent les jeunes femmes de participer et d'avoir un impact.

LE KENYA.

Le conflit Frontalier sur la Rivière Kitui - Tana

**MÊME
LA POUSSIÈRE NE NOUS
ARRÊTERA PAS!**

*C'est la réaction des
femmes kényanes vivant à la frontière de la rivière
Kitui-Tana face au conflit.*

Les conflits émanant de l'invasion des terres et du banditisme sont un problème courant au Kenya, en particulier dans les régions où les éleveurs et les agriculteurs se côtoient. La tension communautaire résultant de ces affrontements aboutit généralement à des actes illégaux généralisés et entrave généralement les efforts de paix et de développement dans les zones affectées.

Il y a eu de l'animosité entre les éleveurs de chameaux somaliens et la communauté Kamba [1] le long de la frontière de la rivière Kitui-Tana / Comtés de Garissa depuis des temps immémoriaux. La violence survient principalement pendant la saison sèche lorsque les éleveurs se déplacent à la recherche de pâturages pour leurs chameaux.

Kitui, qui se trouve au nord-est du Kenya, est habitée par la communauté Kamba et plusieurs autres communautés mineures du Kenya comme les Somaliens. Elle partage ses frontières avec 7 comtés y compris Garissa qu'elle borde à l'est. Il borde le Comté de la Rivière Tana à l'est et au sud-est. La rivière Tana abrite des communautés comme Ogaden, Degodia et Pokomo (le groupe ethnique prédominant) - dont beaucoup sont des agriculteurs, mais des communautés pastorales sont également présentes, c'est-à-dire les Somaliens- parlant Wardey et Orma, qui vivent côte à côte le long de la rivière Tana. L'absence de solution à long terme à ce problème a vu ces conflits se transformer en rivalité ethnique entre les communautés kamba et somaliennes et maintenant, en conflit inter-comté.

Lorsque ces conflits surviennent, les gens doivent fuir leurs maisons et en particulier les femmes et les enfants souffrent le plus. L'apprentissage est perturbé car les écoles doivent fermer, des vies sont perdues et des propriétés détruites.



Les résidents locaux ont accusé le gouvernement d'agir lentement et même si le gouvernement déploie la sécurité sur le terrain, la communauté prétend qu'elle ne fait que des patrouilles routières, ce qui ne suffit pas pour éloigner les assaillants armés. De plus, le gouvernement kényan a été accusé d'avoir fermé les yeux sur plus de 5 000 personnes vivant illégalement dans la Réserve de Gibier de Sud Kitui, dont certaines seraient des étrangers illégaux et des agents terroristes responsables d'attaques de bandits constantes. De telles accusations et assomption ont donc contribué à ce que les habitants prennent des mesures drastiques par eux-mêmes. Le Membre local de l'Assemblée du Comté (MAC) du quartier de Ngomeni aurait, par exemple, marché 34 chameaux de Ngomeni à Kyuso, une distance de 25 km. Il a conduit les chameaux au bureau du Commissaire Adjoint du Comté (CAC) dans le district de Kyuso, affirmant qu'ils avaient détruit les récoltes de sa population locale.

Les femmes en première ligne

En octobre 2017, un groupe de plus de 200 femmes du Comté de Kitui a convergé vers un lieu central de Ngomeni. Ils n'étaient pas seuls; les hommes aussi étaient présents. Ici, ils rencontraient leurs dirigeants politiques pour discuter des récentes attaques qui avaient eu lieu entre les Kambas et les Somaliens causant la mort de certains habitants. Ces femmes venaient des camps de fortune à proximité où le gouvernement les avait placées après avoir fui leurs maisons par crainte d'attaques de représailles. La réunion commencerait comme les réunions normales du gouvernement. Les officiels juniors sont montés sur le podium l'un après l'autre, consolant les personnes touchées et promettant de répondre à leurs malheurs. Le moment est venu pour le sénateur local de faire ses remarques et l'enfer s'est déchaîné. Enfilées de leurs lasso et de leurs foulards, les femmes ont commencé à se déplacer devant l'une après l'autre. En ce moment, le sénateur qui parlait à la congrégation, les déplorant et les assurant de son soutien et que des mesures allaient être prises s'est amusé et il a cessé de parler. Par qui et quand? semblaient être les questions avec lesquelles les femmes se plaignaient. Ne lui connaissant pas les plans des femmes; le sénateur a continué à tenir le micro.

A ce moment, les femmes avaient déjà occupé l'espace entre les leaders et la communauté, elles se sont bien positionnées et ont fait leur affaire. Elles ont enlevé leurs foulards et leurs lasso et ont commencé à se rouler sur le plancher avec des cris qui pouvaient faire fuir les invités. Elles ont éclaté en sanglots et pleuré à cause de la violence continue dans leur communauté. Elles ont pleuré pour leurs chers enfants, maris, sœurs, frères et la communauté dans son ensemble. Certaines d'entre elles ont été entendues dire qu'elles étaient devenues veuves et que de nombreux enfants étaient devenus orphelins dans un cycle sans fin de banditisme. «Nous sommes fatiguées des promesses vides», ont-elles crié. Cette approche a conduit à la fermeture prématurée de la réunion mais ce qui s'est passé ensuite montre le pouvoir des femmes autochtones dans les approches de la paix. Le sénateur et les autres dirigeants présents ont agi. En collaboration avec le gouvernement national, ils se sont organisés pour le personnel de sécurité qui est arrivé sur les lieux le lendemain et a chassé les bandits.



Lutte Pour Paix

Par Rose Mulaah

La paix, l'unité et la sécurité africaines incombent aux Africains eux-mêmes. Je viens d'un endroit où deux communautés ethniques, les Luos (Nilotics) et Lukyas (Bantus), vivant dans les parties occidentales du Kenya avec des normes et des valeurs diverses se côtoient, et les conflits étaient courants lorsque nous grandissions.

Par exemple, des conflits entre des individus ou un groupe de bergers alors qu'ils recherchent un espace / une zone de pâturage pour les animaux. Lorsque deux bergers étaient en désaccord, les règles régissant le gouvernement étaient que chaque partie rapportait la question aux anciens (ceux-ci comprennent des hommes mûrs nommés, de compréhension et pleins de sagesse) qui sont des modèles dans la communauté. Les anciens évalueraient le conflit et rendraient leur verdict et conseilleraient à l'individu ou aux groupes en conflit de rechercher la paix par tous les moyens.

Dans les cas où le conflit persiste, les anciens décident de convoquer les deux individus ou groupes pour régler leurs problèmes lors du festival de lutte, qui a eu lieu l'après-midi du dernier vendredi de chaque mois. Le festival a attiré des personnes de tous âges et de tous horizons, des jeunes, des femmes, des hommes et bien sûr des anciens.

Après la lutte des belligérants, le vainqueur et le vaincu font la paix devant tous ceux qui se sont rassemblés pour le festival.

Ils ont exécuté la «poignée de main» pour signifier la fin des tensions qui auraient pu exister.

Le festival de lutte a amené les jeunes à développer des relations qui ont conduit à des mariages mixtes, qui étaient en cours de route pour construire une paix et une sécurité éternelles entre les communautés. Pendant la lutte, les gens ont conclu des partenariats commerciaux; vente de terres et d'animaux et autres propriétés. La lutte traditionnelle n'était pas seulement un outil pour résoudre les conflits, mais aussi un divertissement sportif, une arme socio-économique et des forums de réseautage pour la paix, la sécurité et la stabilité.

Le rôle des femmes dans la communauté est la consolidation de la paix et la stabilité. Pendant les matchs de lutte, ils encouragent les lutteurs sans prendre parti à travers des chansons avec des messages de paix et de victoire. La présence des femmes dans les festivals de lutte ou tout autre rassemblement était un symbole de paix et d'unité familiales, car la culture ne permettait pas aux femmes de faire la guerre .

Dans la dispensation actuelle, l'approche ci-dessus peut ne pas tenir la route, mais en tant que réseau FemWise-Afrique (femmes et jeunes), nous pouvons penser à des initiatives ciblant l'ensemble du continent africain avec le message de «paix et sécurité» aux niveaux national, régional et continental. . Vive le réseau FemWise Africa.

LE MADAGASCAR

**APPROCHE TRADITIONNELLE DE
RÉTABLISSEMENT OU DE CONSOLIDATION
DE LA PAIX DES FEMMES**

PAR RASOLOARISOA MARIE MARCELLINE

A Madagascar, on compte deux types d'approche traditionnelle de rétablissement ou de consolidation de la paix des femmes jouent leur rôle dans leur application:

Il y a l'approche communautaire et l'application du «DINA»

Femme en tant qu'autorité traditionnelle (princesse ou descendant d'une lignée royale) et/ou femme tenant le «ZOMBA»

Définition du Dina

Les Dina sont des conventions collectives typiquement malagasy, ensemble de règles coutumières et communautaires d'organisation de la société, général, dans les zones enclavées et considérées comme rouges (Région Menabe, Atsimo Andrefana, Androy). Ils émanent d'une réelle volonté populaire, et institués par celle-là qui en avait ressenti le besoin. Ils varient d'une région à une autre à cause d'un manque d'homogénéité absolue des coutumes.

En général, ils sont mis en place pour des mesures de sécurisation massives, pour l'éradication le fléau « Dahalo» (Bande organisée qui vole les zébus, pille et viole même). Mais, on les adopte aussi pour les régir les travaux communautaires. En cas de non-application des Dina, on applique le « Vonodina » (sanctions ou pénalités choisies et appliquées par la population, souvent par le paiement en nature et peut aller jusqu'à la peine de mort)

Et les femmes la dedans ?

Dans la société traditionnelle malagasy, la coutume est la règle qui régit la société, c'est le droit non codifié. Elle organise la vie et régit les relations familiales et communautaires. Elle se place, traditionnellement, souvent à l'opposé des droits des femmes. En effet, la structure patriarcale place les hommes à la tête du village ou de la communauté (prise de décision.....). Mais :

- face à la recrudescence de l'insécurité, les femmes des ethnies du sud de Madagascar (zones rouges, arides, à vocation pastorale et sévies par les attaques des dahalo) ont révolutionné les approches relatives à la participation des femmes dans la consolidation de la paix. Obligées de fuir, devenues veuves ou perdre tous ces biens, violées,

- face au rapt d'enfants «Varira» (albinos, nombreux dans la zone et importants pour le talisman des dahalo selon leur croyance), elles ont changé d'attitude et ont commencé à prendre la place dans tout processus relatif à la prévention et gestion des conflits ou problème de paix dans leur région. On peut citer comme l'ethnie Antandroy, Bara, Masikoro, Sakalava. Ce qui n'est pas le cas pour les autres ethnies dans d'autres régions de Madagascar.

Méthode d'intervention

De tempérament fort, ces femmes se regroupent et font pression auprès des chefs du village pour se faire entendre (elles participent même à la riposte lors des attaques des dahalo). Elles assistent aux réunions tout en restant discrètes (se mettent à l'écart (coutume) tout étant restant présentes). Elles sont patientes et laissent les hommes discuter pendant la séance mais n'acceptent pas la clôture de la séance sans exposer leur opinion et suggestion. Elles choisissent la femme du chef de village comme porte parole.

Par conséquent, elles apportent leur aide dans la prévention en faisant le veille, puis à l'élaboration des Dina, à leur application et suivi.

Les femmes en tant qu'autorités traditionnelles

L'histoire de Madagascar a été marquée par le règne de 5 reines à savoir:

Ranavalona

Ire qui est considérée comme la plus grande reine du royaume de Madagascar en raison de son fort caractère, son autorité. C'était une reine très austère, voire cruelle qui n'avait aucune pitié pour ceux qui bravaient ses lois.

Rasoherina

qui était une reine sage et déterminée..

Ranavalona II,

Chrétienne, elle a apporté la civilisation occidentale.

La Reine Rasalimo,

héroïne du royaume sakalava

Ranavalona III,

La dernière reine du royaume malgache (1883-1896) vit la colonisation progressive du pays et l'abolition de la monarchie., exilée sur l'île de la Réunion puis en Alger et n'a pas pu rentrer au pays vivante.

De ce fait, dans le monde monarchique, il n'est pas nouveau et c'est normal que les femmes jouent des rôles dans la vie de la communauté. Actuellement, cette autorité est toujours conservée car les femmes descendantes des rois et reines de Madagascar continuent leur influence dans la société et ses projets y compris la consolidation de la paix. Etant à la tête de l'autorité traditionnelle, elles président souvent le « Zomba » (lieu sacré où on dépose les reliques des rois, où on « prie » et demander bénédiction). C'est au fait le temple de la coutume.

Il y en a même celle qui préside la Fédération des Communautés Royales Traditionnelles dans leur localité. Dans la majorité des cas, cette autorité traditionnelle des princesses prime sur l'autorité administrative. Exemple, les candidats aux élections demandent leur bénédictions ou les consultent pour une décision quelconque.

Méthode d'intervention

Etre princesse dans leur zone est équivalent d'un chef d'état. Les initiatives passent par elle et le Zomba. Elle doit donner son accord et bénédiction. Rare est le refus de ces décisions. Elle a son propre équipe qui délibère tout. Elle joue le rôle consultatif. On matière de sécurité, elle exploite les lignées traditionnelles pour véhiculer les mesures sécuritaires ou gestion des conflits.

Limites de la participation traditionnelle des femmes dans la consolidation de la paix.

A Madagascar, les régions et les ethnies différent, alors le niveau de participation traditionnelle des femmes n'est pas le même. Il est plus élevé dans les sociétés où la coutume et les traditions sont encore respectées. Néanmoins, une capitalisation des expériences et échanges sont nécessaires.

Pour empêcher les bavures dans l'application des dina, l'Etat a promulgué la Loi n° 2001-004 du 25 octobre 2001 portant réglementation générale des Dina en matière de sécurité publique (homologation) mais elle n'est pas souvent adoptée par peur d'abus des agents de justice et politisation du système.

LE MAROC.

**LES FEMMES ET LES TRADITIONS
DE MÉDIATION ET DE RÉOLUTION
PACIFIQUE DES CONFLITS AU
MAROC**

**Par Khadija Elmadmad, Najat Adelati and
Kawtar Khalil**

La résolution pacifique des conflits est largement ancrée dans les traditions marocaines. Ces traditions découlent de l'appartenance culturelle multiple du pays (à l'Afrique, à la Méditerranée et aux Mondes arabe et musulman) ainsi que des différentes religions pratiquées par ses habitants à diverses époques de son histoire et particulièrement l'Islam.

L'Islam considère la résolution pacifique des conflits comme un devoir (wajib) de tout musulman et réserve une rétribution (jazaa) aux médiateurs et médiatrices. Plusieurs versets du Coran recommandent de s'adresser à une tierce personne pour rapprocher les parties en conflits.

La médiation est une pratique sociale marocaine ancienne. Plusieurs proverbes populaires invitent à recourir au service d'une personne neutre (hakam) pour résoudre les problèmes.

Beaucoup de femmes marocaines se sont activées par le passé et s'activent toujours à prévenir, gérer et résoudre les conflits en utilisant des approches traditionnelles. Ces femmes sont généralement sages, cultivées, expérimentées et ayant de bonnes relations. Elles sont sollicitées et écoutées.

DES FEMMES MAROCAINES IMPLIQUÉES DANS LA RÉSOLUTION PACIFIQUE DES CONFLITS DANS LE PASSÉ ET LEUR IMPACT ACTUEL DANS LE PAYS

Tout au long de l'histoire du Maroc, différentes femmes ont été sources de paix. Deux exemples significatifs ont été sélectionnés : au XIV^{ème} siècle, celui de Lalla Aziza El-Saksawia, la médiatrice sociale et dans les conflits intercommunautaires et intertribaux et au XVIII^{ème} siècle, celui de la princesse Khnata bent Baccar, la négociatrice dans les affaires internationales, sociales, administratives et économiques.

Ces deux femmes gardent, jusqu'à présent, un certain impact dans le pays.

Lalla Aziza El-Saksawia

C'était une jeune femme berbère pieuse et discrète appartenant à la tribu de Saksawa au Sud du Maroc. Dans la société traditionnelle et patriarcale du Haut Atlas où elle vivait, elle a joué un rôle historique dans la résolution des conflits entre les personnes, les tribus, les gouvernants et les gouvernés et aussi entre les migrants et leurs hôtes au cours de la seconde moitié du XIV^e siècle.

Elle était exemplaire par ses actes et par sa foi et une intermédiaire sociale et religieuse qui avait contribué par son savoir et ses actions à la réalisation de la paix sociale et politique mais aussi la paix interne et à la quiétude des membres de sa communauté. Ses séances de médiation étaient publiques et tous y étaient conviés.

Des exemples de ses médiations dans divers conflits armés, sociaux, familiaux, commerciaux, administratifs et politiques sont relatés par les historiens. Jusqu'à présent, sa tombe est sacrée et reste un lieu de pèlerinage. Les tribus organisent annuellement un rassemblement à sa mémoire et chantent son nom : *Takramat* (la Sainte). Une institution religieuse lui est consacrée dans la région: Zawiyat Lalla Aziza.

Ses descendants ont préservé sa tradition de médiation et de prévention des conflits, plus particulièrement ceux relatifs à l'accès à l'eau. C'est ainsi qu'un souk (marché) hebdomadaire a lieu tous les jeudis dans la ville d'Imintanout (près d'Agadir) au cours duquel des litiges

sont résolus pacifiquement aujourd'hui. La Zawiya a de bonnes relations avec l'administration qui utilise ses services de médiation dans divers conflits. Avec le temps, l'impact social de la Zawiya s'est accru et elle est devenue un lieu de rencontre pour les personnes qui cherchent à résoudre tout litige.

La Princesse Khnata bint Bakkar

Elle était originaire du Sahara et était la première femme marocaine ministre et ambassadrice. Elle s'est activée à résoudre les conflits et à négocier la paix pendant plus de 30 ans au XVIIIème siècle, durant le règne de trois rois marocains.

C'était une femme instruite qui a mené plusieurs missions de négociation et de prévention des conflits entre des parties adverses marocaines et étrangères et a facilité la conclusion de plusieurs accords de paix et de libération de prisonniers de guerre. Plusieurs pays ont sollicité sa médiation dans des conflits avec

les sultans: l'Espagne, L'Angleterre, la France, la Hollande, la Lybie (Tripoli d'alors), le Portugal etc.

Par exemple, Khnata a joué un rôle de premier plan dans la conclusion de l'accord de paix et de commerce avec l'Angleterre en 1721. Des correspondances retracent encore la demande de son soutien à cet accord et sa médiation pour libérer des prisonniers britanniques. En 1736, elle est intervenue pour résoudre pacifiquement le conflit frontalier entre les habitants de la ville d'Oujda à l'Est du Maroc et les Turcs qui gouvernaient l'Algérie à cette époque.

Elle était en contact avec le peuple à travers ses activités de bienfaisance et faisait aussi de la médiation sociale. Elle avait des liens avec l'armée qu'elle utilisait lors de ses médiations dans les conflits armés. Pour rapprocher les parties en conflits, elle usait de sa grande diplomatie et de ses larges connaissances pour choisir les techniques appropriées à chaque situation et litige et propres aux parties en conflit. Le pèlerinage à la Mecque était, par exemple, l'occasion pour elle de confirmer sa piété et sagesse pacifiste et promouvoir les principes musulmans de la paix (salam).

L'institutionnalisation des pratiques traditionnelles de la médiation dans le Maroc actuel

Les méthodes pacifiques de règlement des conflits s'appuient aujourd'hui sur de solides traditions dans la culture marocaine. Certaines de ces traditions ont été institutionnalisées et aussi modernisées dans certains domaines.

La médiation est pratiquée individuellement par des hommes et des femmes: juges, avocat(e)s, assistantes sociales, médiatrices religieuses et administratives etc. Elle est exercée aussi par des institutions : le Médiateur du Royaume, les bureaux et centres de médiation et par des ONG. C'est une médiation hybride qui utilise des techniques de conciliation traditionnelles mais aussi modernes.

Médiation traditionnelle et médiation moderne au Maroc

La médiation moderne fait appel à des techniques spécifiques récentes. Pour pallier aux insuffisances de la justice, le législateur a introduit, pour la première fois au Maroc, une réglementation moderne relative à la médiation conventionnelle consacrée par la Loi 08-05 du 30 novembre 2007 sur l'arbitrage et la médiation.

La médiation conventionnelle est le contrat par lequel les parties s'accordent pour désigner un médiateur chargé de faciliter la conclusion d'une transaction pour mettre fin à un litige né ou à naître. Elle s'inspire de la législation internationale et s'applique principalement dans le domaine des affaires et des litiges commerciaux et de travail.

La médiation administrative institutionnelle traitant des doléances contre l'administration publique par le biais du Médiateur du Royaume (à l'image de l'Ombudsman en Europe), s'appuie aussi sur des techniques modernes de règlement des conflits.

Cependant, la médiation et ses techniques restent traditionnelles dans d'autres domaines comme dans les conflits familiaux. Par exemple, dans les demandes de divorce, c'est une procédure obligatoire. Le tribunal convoque tout d'abord les époux pour une tentative de conciliation par le biais d'une tierce personne, selon la pratique traditionnelle et religieuse de faire appel à une personne tierce, hakam, (médiateur/conciliateur) pour résoudre les litiges qui a été institutionnalisée et intégrée dans le texte du Code actuel de la famille (Moudouwana) de 2004 (article 81, 82 et 83).

Le Code détaille les techniques utilisées dans cette conciliation en disposant que « le tribunal peut prendre toutes les mesures utiles, y compris le mandatement de deux arbitres ou du conseil de famille ou de toute personne qu'il estime qualifiée ». Il précise : « En cas d'existence d'enfants, le tribunal entreprend deux tentatives de conciliation, espacées d'une période minimale de trente jours »

La médiation reste également traditionnelle dans des conflits concernant les métiers artisanaux et certaines transactions commerciales ordinaires, qui sont réglés par un médiateur traditionnel, Al-Amine (le prévôt des marchands ou des métiers). Il s'agit, en général, d'une personne d'expérience, élue et sollicitée en cas de litige pour assister les parties à trouver un compromis.

Des ONG s'activent aussi dans les villes et dans les campagnes pour trouver un terrain d'entente dans divers conflits et notamment les conflits familiaux, de violence et entre migrants et leurs hôtes. Elles utilisent des approches de règlement des conflits traditionnelles mais aussi modernes, comme l'écoute active ou l'accompagnement psychologique.

Modèles de médiation traditionnelle dans le Maroc aujourd'hui

Deux figures représentent la médiation traditionnelle actuellement: Laarifa (la médiatrice administrative) et Al-morchida (la médiatrice religieuse).

Ces deux types de médiatrices traditionnelles sont effectives surtout dans le monde rural qui reste largement traditionnel et patriarcal et où les femmes sont victimes de toute sorte de conflits : familiaux, économique, administratifs et de violence. Dans ce contexte culturel qui impose la séparation des sexes et la discrétion, pour résoudre leurs conflits pacifiquement, les femmes, généralement analphabètes, se retournent vers la médiation féminine traditionnelle.

Laarifa : la médiatrice administrative

Une interview avec Laarifa a informé sur de rôle important qu'elle continue à jouer pour régler les différends. Elle intervient dans les litiges familiaux, interroge les femmes battue, recueille et rapportent les témoignages et les points de vue des femmes à la partie masculine adverse. Elle essaie d'adoucir l'atmosphère et à pousser les parties en conflit vers la réconciliation. Elle arrive souvent à dissuader les parties antagoniques à rétablir la paix.

Elle intervient aussi dans des affaires pénales et commerciales et témoigne au profit des femmes au niveau des tribunaux. Elle est rattachée au Ministère de l'intérieur et rend compte de ses actions à ce Ministère ainsi qu'au Ministère de la Justice.

La médiatrice religieuse : Al-morchida

La confiance octroyée à Al-morchida émane de son statut religieux. Elle a comme pour outil de résolution de conflit : la religion, et le pragmatisme. Les techniques qu'elle utilise sont tirées de la religion et adaptées au contexte de la victime, ce qui les rend acceptable par les deux parties. Al-morchida adopte des attitudes pacifistes et prend en considération les points de vue des deux parties, quel que soit la gravité de la situation.

Al-morchida reçoit la formation en médiation traditionnelle dans un institut spécialisé. Elle prône un Islam pacifiste, juste et libérale. Depuis 2015, cette institution a commencé à jouer un rôle important dans la prévention de l'extrémisme religieux et dans la lutte contre les violences sociales (principalement celles basées sur le genre).

Les avantages et les limites des approches traditionnelles de la résolution et la prévention des conflits par des femmes et le besoin de les promouvoir

L'utilisation des approches traditionnelles pour prévenir, gérer et résoudre les conflits par des femmes sont nécessaires dans toutes les communautés conservatrices, patriarcales et inégalitaires où les femmes sont souvent incapables d'exposer leurs problèmes en public et de confronter les hommes. Dans ces communautés, les femmes subissent toute sorte de violences (physique, psychologique et économiques) mais elles ont tendance à camoufler leurs difficultés et ne sollicitent une aide extérieure qu'en cas de besoin urgent.

La médiation féminine traditionnelle devient ainsi un atout pour rendre justice à ces femmes et pour rétablir une paix durable dans les familles et dans toute la communauté. La médiation d'une femme respectée et usant de techniques acceptables pour tous afin de trouver une solution aux litiges que connaissent les femmes au sein de la communauté ou de la famille peut encourager ces dernières à présenter leur point de vue et donner leur opinion sur les solutions possibles. L'expérience a montré au Maroc, par exemple, que les femmes ayant des conflits se sentent plus libres et plus épaulées en présence d'une femme médiatrice.

Cependant, les femmes ne sont pas associées à toutes les médiations traditionnelles et sont exclues de certains domaines qui ont toujours été et restent « réservés aux hommes ». C'est le cas au Maroc de l'institution d'Al-amin où seuls les hommes peuvent pratiquer la médiation dans les litiges entre le gens des métiers artisanaux et les commerçants.

Une autre médiation dont les femmes sont aussi exclues en général, c'est la médiation internationale. La médiatrice marocaine dans les conflits internationaux, la Princesse Khnata bent Bakar semble avoir été une exception au Maroc et très peu de femmes marocaines ont été ou sont associées actuellement aux pourparlers internationaux de paix. Par exemple, récemment, lors du dialogue parlementaire inter-libyen de septembre dernier pour résoudre la crise libyenne actuelle, qui s'est tenu à Bouznika grâce la médiation du Maroc et qui s'est achevé avec un accord consensuel relatif aux paramètres et aux critères de l'attribution des postes de souveraineté en Libye, aucune femme ne figurait dans le groupe marocain de médiation. Les deux délégations libyennes ne comprenaient pas non plus de femmes.

L'exclusion des femmes marocaines des pourparlers paix internationaux pourrait, peut-être, expliquer pourquoi la Princesse Khnata bent Bakkar reste très peu connue dans le pays et pourquoi ses techniques de conciliation et de négociation internationales ne sont pas beaucoup relatées et reprises. Seule une mosquée porte son nom actuellement à Meknès, alors qu'elle mérite d'être connue et reconnue comme la « plus grande médiatrice internationale » de l'histoire du Maroc.

Ce défi semble être le même pour toutes les femmes, partout dans le monde et plus particulièrement dans le continent africain et dans la région nord-africaine. C'est ce qui explique et justifie l'adoption de la résolution onusienne 1325 qui impose aux différentes parties d'un conflit de respecter le droit des femmes et de soutenir leur participation aux négociations de paix et à la reconstruction post-conflit.

Il est à noter que cette résolution a été initiée en 2000 par une femme africaine, Netumbo Nandi-Ndaitwah, alors Ministre des affaires féminines de la Namibie, lors de la présidence de ce pays du Conseil de sécurité. Pour relever le défi de l'exclusion des femmes de la médiation et la prévention des conflits, il faudrait faire une relecture de l'histoire de la médiation au féminin au Maroc, en Afrique et ailleurs et promouvoir les médiatrices femmes partout. Il faudrait aussi vulgariser les approches traditionnelles au niveau local, national, régional et aussi universel, conjointement avec les techniques modernes. Les réseaux des femmes médiatrices pour la paix ont un grand rôle à jouer dans cette action et notamment FemWise-Africa.

LA MAURITANIE.

Je suis Madame Maty Boide, membre de Femmes-Wise Africa depuis janvier 2020. L'histoire que je vais raconter s'est passée en 1998, dans la première région du Hodh Chargui précisément dans la commune d'Achimime. L'ensemble tribal, dont je suis issue a connu un conflit socio-politico tribal en 1996.

La cause de ce différent, fut engendrée par la désignation du maire, de son gendre, un riche homme d'affaire, comme délégué au Congrès du parti d'état, chose qui créa un réel conflit qui scinda la tribu en deux, lors de la visite du Président de la République en Juin 1998 dans notre commune Achimime. Les autochtones et d'autres membres de la tribu venus pour l'occasion se sont retrouvés dans la localité pour l'accueil du président. A cette période, le conflit était à son apogée, les deux groupes sont venus chacun en ce qui le concerne avec sa propre logistique (voitures, tentes, ustensiles, tapis, matelas, la vaisselle et denrées alimentaires et bétails), pour assister à la circonstance. Quant à moi, j'ai eu à prendre un congé administratif pour prendre part à l'événement, j'avais voyagé avec ma mère et mon frère. Arrivés sur place le constat était flagrant les deux groupes étaient sur place depuis 2 jours à une distance d'un kilomètre et ne communiquaient point.

Après ce constat sans réfléchir, je me suis rendue chez le Maire où j'ai pu également rencontrer son gendre (source du conflit). Je fus bien accueillie par les deux hommes à qui j'ai expliqué et décrit la situation, en leur précisant que nous sommes tous venus pour la même cause, nous devons mettre de côté nos différents et conjuguer nos efforts pour l'accueil de notre hôte commun. Le maire fut très réceptif à mes propos et désigna sur-le-champ un comité de 4 hommes et 4 femmes et les exhorta de m'accompagner voir mon groupe. Après cela, j'ai eu a précédé ce comité auprès de mon camp qui fut agréablement surpris de voir le comité de l'autre groupe venir les voir. Mon ensemble, crut que ce comité désigné a fait le premier pas.

Le comité désigné élargi par un nombre de 8 autres membres dont moi-même et ma mère qui fut désignée comme présidente du dit comité (une exigence de mon ensemble).

Etant arrivée la veille de l'arrivée du cortège présidentiel, attendue le lendemain à 18h, j'ai fait un tour en voiture dans le campement pour analyser et évaluer combien la séparation était flagrante. Les tentes été dressées de part et d'autre sur une allée de 1000 mètres.

Le comité commença aussitôt son travail, d'abord par l'inventaire des moyens logistiques des uns et des autres. Une allée de 1 km de tentes de part et d'autre, fut dressée avec un portail d'entrée décoré et qui aboutit à la mairie. Ma mère qui est une personne très sage scella la trêve la veille par l'organisation d'une soirée artistique la même nuit et qui regroupa les deux ensembles.

Également pour mieux éviter l'escalade du conflit en présence de nos hôtes, les deux personnes les plus acharnées de part et d'autre, furent identifiées et expulsées du campement avant l'arrivée du cortège, afin de mieux assurer le déroulement de l'accueil sans problèmes. Suite à mon audace et à mes transactions, l'accueil présidentiel a été l'un des meilleurs de la région.

Le président de la République passa la nuit dans notre commune et accorda plusieurs audiences à nos notables, audiences que j'ai eu à organiser avec le maire et le protocole d'État. Cet événement à l'époque fut le déclic du règlement du conflit. Le différent socio-politico tribal a été réglé au courant de la même année, et la mairie aux élections suivantes a été remportée par mon ensemble.

NIGER

(**L'ong Femmes, Actions Et Développement** **(Fad Niger)**

By Kaltani Bokossa

Créée en 2009 et dirigée par une femme, l'ONG Femmes, Actions et Développement (FAD Niger), est une organisation qui lutte pour la promotion des droits des femmes au Niger et dont sa principale mission est celle de renforcer les capacités et la participation des femmes et des jeunes filles dans le processus de développement et de lutter contre la pauvreté afin que ces dernières soient de véritables actrices du développement dans leurs communautés.

Face à la menace sécuritaire grandissante dans la zone sud-ouest du Niger, l'ONG FAD œuvre inlassablement dans la résolution pacifique de conflits à travers l'implication des femmes et des jeunes dans les processus de paix et la conduite d'enquête afin d'analyser le phénomène d'insécurité et identifier les mécanismes et méthodes traditionnels de gestion de conflit.

La collecte de données dans la région de Tillabéry au Niger, montre que 91% de ceux qui ont participé à l'étude soutiennent qu'il existe des mécanismes qui permettent de prévenir et résoudre les formes potentielles ou violentes d'antagonismes à l'intérieur ou entre les communautés. Ces dispositifs sont traditionnels, communautaires et mettent en scène une diversité d'acteurs, du niveau local au niveau national.

Chefs de Village ou de Tribu

compétents pour mener la conciliation sur les conflits au sein de leur circonscription. En cas de réussite de la conciliation, le chef établit un procès-verbal de conciliation signé par les parties et les témoins. Lors de la conciliation, ils sont le plus souvent assistés par l'autorité religieuse.

Le Recours aux Sages

Quand un conflit éclate entre les membres de la communauté, les sages sont saisis par des tierces personnes. Et ceux-ci réunissent les personnes concernées pour les écouter afin de trouver la solution en réconciliant celles-ci.

La Concertation

ce processus privilégié par les leaders

communautaires fait la promotion des rencontres et échanges entre les différents acteurs de la communauté afin de contenir les conflits latents. Ce schéma permet également d'aboutir à un consensus entre des partis antagonistes. L'efficacité de ce mécanisme est reconnue de tous dans la gestion des conflits divers au sein de la communauté.

La Promotion des Liens Sociaux

c'est un système communautaire solide et efficace qui concourt à la prévention des conflits sur la base des valeurs

socioculturelles. Il consiste en un pacte lointain signé entre les ancêtres de deux ou plusieurs groupes pour le vivre ensemble dans la paix et la coexistence pacifique. Sa revalorisation permet la reconstruction de la cohésion sociale et la promotion des liens sociaux entre les différents groupes communautaires. Elle consiste à renforcer la fraternité entre les membres de la communauté, à reconsidérer la parenté à plaisanterie au sein des groupes ethniques.

Éducation à la Tolérance

Il s'agit pour la communauté de cultiver l'esprit de tolérance en montrant tous les

avantages qui y sont liés et bénéfiques pour la population. En effet, la tolérance doit être entendue dans ce cas comme toute vertu qui invite les gens au pardon, à la patience, à la maîtrise de soi, etc. La prévention de conflit s'avère aussi une question de respect des sensibilités de toutes les composantes de la communauté.

Action des Comités de Paix

·Le comité de paix est une structure locale composée d'hommes et de femmes volontaires œuvrant pour la cohésion sociale et la prévention des conflits. Dans le cadre de la promotion de la cohésion sociale et de la réconciliation, le comité de paix prend en compte la dynamique des groupes et leurs spécificités dans le règlement des conflits communautaires. Il se base sur les expériences vécues mettant en exergue la culture de la paix.

La Résolution non violente des Conflits

Ce mécanisme se sert de la médiation, la négociation et la communication constructive (non violente) comme techniques appropriées. Elle passe par la prise de conscience, la confrontation des différents points de vue, la mise au point, la recherche des solutions, la prise de décisions et le suivi.

Les femmes se retrouvent dans tous ces dispositifs de prévention et gestion de conflit mais ont un rôle moins affiché que les hommes. C'est pourquoi l'ONG FAD intensifie les actions à leur endroit afin de les outiller suffisamment pour qu'elles puissent pleinement intégrer les cadres existants mais aussi s'afficher davantage.

LE MALAWI

Le Rôle des Femmes Traditionnelle pour Apporter La Paix à Leurs Communautés

Par Carolien K. Mvalo

Le Malawi reconnaît l'existence d'importantes associations ethniques qui ont vu le jour à la suite des dispositions constitutionnelles et, en fait, d'autres arrière-pensées. Il s'agit de la Chewa Heritage Foundation (CHEFO), de la Mulakho wa Alhomwe (MWA) et de la Mzimba Heritage Association (MZIHA) fondées respectivement par les ethnies Chewa, Lhomwe et Ngoni. Bien que la Constitution du Malawi post parti unique ait ouvert la voie à la formation de ces associations ethniques. Il est évident que leurs activités sont un terreau fertile pour semer la désunion et par conséquent menacer le tissu national qui, s'il est laissé avec la même violence, dégènera en conflit. C'est d'autant plus vrai que ces associations ethniques sont utilisées comme des outils politiques et des bases pour le soutien des partis politiques, comme en témoigne Mulakho wa Alhomwe, qui compte de hauts responsables politiques au niveau de son leadership. Par conséquent, lorsque le patronage de ces associations englobe des présidents, des ministres et d'autres élites influentes, il est fort

à protéger les pratiques culturelles et les croyances religieuses locales. Et parmi les décisions biaisées et qui divisent, il y a celles qui concernent la distribution du pouvoir et des ressources. Cela crée à son tour un sentiment de dénuement car certaines associations ethniques qui ne sont pas au pouvoir peuvent avoir l'impression qu'elles n'obtiennent pas ce qu'elles méritent légitimement, d'où la prévalence du mécontentement qui peut se transformer en conflits et en violence.

Cet article se propose donc de se pencher sur les approches traditionnelles qui ont été utilisées pour maintenir la paix et il dépend fortement du travail effectué par V.K. Sindani (2018) dans sa réalisation partielle d'un master en paix et gouvernance au Collège des affaires, paix, leadership et gouvernance intitulé: "Les associations organisées en ethnie et leurs implications sur la paix et la construction de la nation au Malawi: une étude transversale"

Normalement, les chefs, les leaders traditionnels et religieux du Malawi sont le centre de résolution des conflits. Traditionnellement, les sociétés malawiennes fonctionnent à travers un système élaboré basé sur la famille, la lignée, le clan, la tribu et finalement une confédération de groupes ayant des caractéristiques ethniques, culturelles et linguistiques en commun. Ce sont les unités des organisations sociales, économiques et politiques et des relations intercommunautaires (Francis, 1997).

Les femmes autochtones et locales ont apporté des contributions remarquables au programme de paix communautaire et ont été les pionnières des approches novatrices de la prévention des conflits et de la justice. Cela est évident à travers leurs expériences de discrimination inter sectionnelle, sur la base de leur identité de genre et de leur statut de minorité, elles offrent également des perspectives uniques sur les conflits. Ces perspectives sont une ressource essentielle dans notre effort commun pour bâtir des communautés plus pacifiques et inclusives. Elles utilisent les tribunaux locaux pour obtenir justice pour la violence liée aux conflits afin de transformer et de créer un environnement propice au développement dans les communautés. Les femmes explorent leurs rôles culturels et sociopolitiques pour contribuer au bien-être général de ces sociétés. Souvent, les femmes étaient symbolisées comme des parangons de moralité, du sacré, de bonté et de tendresse. En effet, l'existence et le pouvoir des femmes dans les sociétés africaines précoloniales reposaient sur une éthique du soin enracinée dans leur maternité et leur nature, tolérante à la différence, collaborative, non violente et, en tant que telle, paisible (voir Mazurana et McKay 1999).

Par exemple, dans leur quête pour forcer les parlementaires à adopter le budget en 1995,

les femmes ordinaires à travers le pays face à leur marginalisation et à leur oppression aux niveaux privé et public de la société, ont organisé des veillées aux portes du parlement pour empêcher les législateurs de sortir jusqu'à ce que le budget soit adopté dans l'intérêt des pauvres Malawiens. Les femmes ont préparé des documents techniques et des exposés de position pour les délégués officiels, ont fait des lobbys auprès des jeunes pour obtenir leur soutien. Elles ont aussi adopté des instruments traditionnels de théâtre, de poésie et d'appel aux femmes malawiennes au caractère maternel sacré, y compris, parfois, la désobéissance civile pour faire sentir leur présence jusqu'à l'adoption du budget.

Dans une autre situation, les femmes ont utilisé leur pouvoir pour retirer leurs droits conjugaux à leurs maris et à tout autre homme si elles refusaient d'écouter l'appel des femmes à mettre fin à la norme culturelle de purification du passage matrimonial qui a beaucoup contribué à l'augmentation de la transmission du VIH / SIDA. Cette pratique permet à un homme d'invoquer une « hyène » pour coucher avec les filles qui venaient d'avoir leurs premières règles et les jeunes femmes qui avaient perdu leur mari. Dans un autre scénario, les femmes ont fait fort avec une séance de jeûne et de prière dans le but de condamner ce que les prêtres catholiques étaient en train de faire en ayant des relations avec des femmes mariées. Toutes ces initiatives ont été prises par des femmes locales pour essayer de ramener la paix dans leurs localités.

Nous pouvons donc en conclure que le rôle des femmes autochtones dans l'instauration de la paix dans les communautés ne peut jamais être surestimé, elles prennent toutes les mesures possibles pour parvenir à ce qu'est la paix.

PROVERBES DE PAIX

Par TIONGE KALUA MHONE

Depuis des temps immémoriaux, les proverbes ont été utilisés dans nos communautés pour empêcher, gérer mais aussi résoudre les conflits. Les proverbes sont des dictons qui fournissent la sagesse et sont transmis d'une génération à une autre. Ils agissent comme un miroir à travers lequel la société peut se regarder.

Certains des thèmes principaux des proverbes sont l'amour, la joie, la paix, le conflit, l'amitié et la guerre. Ils peuvent être similaires dans différentes cultures, mais ils peuvent aussi être totalement différents en fonction de ce qu'ils signifient et de ce qu'ils essaient d'enseigner. Ils sont généralement sous une forme orale, mais cela a changé dans le monde moderne car ils peuvent être trouvés sous forme écrite. Le but des proverbes est d'informer, d'éduquer mais aussi de préserver les normes culturelles.

Dans la culture malawienne, il existe un certain nombre de proverbes qui sont utilisés localement pour promouvoir la paix et l'unité mais aussi pour prévenir les conflits. Un exemple en est celui qui dit

«un pouce ne peut pas écraser un pou»

Lorsque l'autre pouce est laissé de côté, le pou ne peut pas être écrasé. Ce proverbe équivaut à l'adage selon lequel «aucun homme n'est une île». Ce proverbe parle d'unité dans la force. Sans unité, il ne peut y avoir de force. Sans unité, il ne peut y avoir de paix. Nous dépendons les uns des autres pour trouver la force de surmonter les défis ou les situations que nous traversons.

Le deuxième proverbe qui parle de paix est celui qui dit

«ce qui est par lui-même est un animal, ceux qui sont deux sont des êtres humains»

Le principal enseignement important derrière ce proverbe est que deux têtes valent mieux qu'une. Il y a un besoin de coopération et aussi de solidarité. Dans l'arène politique par exemple, un pays ne peut pas faire les choses à lui seul. Un pays dépendra toujours d'un autre pour des choses comme le commerce, le tourisme et aussi l'économie. C'est pourquoi nous avons des ambassades diplomatiques parmi les pays du monde entier. Ceci est fait pour coexister pacifiquement.

«Deux fesses ne peuvent éviter les frictions»

est un autre proverbe célèbre qui parle de gestion des conflits et de vivre ensemble pacifiquement. Le conflit est inévitable dans la vie, mais ce qui compte, c'est de savoir comment vous pouvez le gérer. Ce proverbe nous enseigne donc que nous ne pouvons pas éviter totalement le conflit car il sera toujours là. Ce qu'il faut, c'est de trouver les voies et moyens de gérer tout conflit que nous avons, afin qu'il ne dégénère en aucun type de violence. Voilà pourquoi la négociation, la médiation et l'arbitrage sont très importants lorsqu'il s'agit de gérer les conflits et les situations qui peuvent dégénérer en violence.

Le dernier proverbe qui parle localement de paix dit ceci:

«Une tête ne peut pas porter de toit»

Ce proverbe a pour enseignement de s'entraider. Il y a des choses dans la vie qui ne peuvent être faites seules. Elles ont besoin de rassembler des personnes, des pays ou des organisations différentes pour que la tâche à accomplir puisse être faite.

La sagesse de nos ancêtres transmise de génération en génération par les proverbes nous a toujours appris que nous avons besoin les uns des autres, que nous avons besoin de paix et d'unité et s'il y a un conflit, nous devons trouver des moyens de gérer ce conflit par la médiation, l'arbitrage et la négociation.

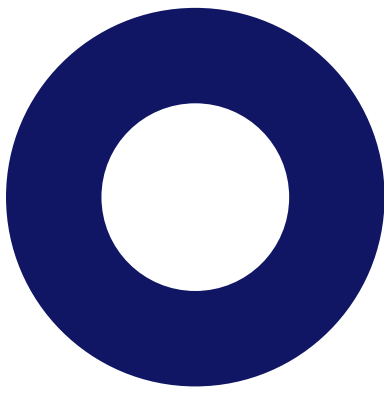
NIGÉRIA

LE RÉCIT DES FEMMES IBIBIO

PAR UDUAK UDOFIA

Le peuple Ibibio de l'extraction du sud-est du Nigéria a un héritage culturel très riche, de son folklore varié, de ses compétences culinaires, de sa marque d'hospitalité et de sa proche affinité avec la nature. Cela n'est peut-être pas surprenant car l'histoire veut que les Ibiobios soient l'une des plus anciennes tribus indigènes, sinon la mère du peuple bantou d'Afrique.

Les femmes ont traditionnellement maintenu ensemble la cohésion sociale de la communauté. transmis de génération en génération. Certaines activités de consolidation de la paix intégrées à la vie quotidienne des femmes ibibio comprennent:



Eto Idaaha

standing tree - Mentoring Access game

Il s'agit d'un jeu subtil qui est normalement joué sur un visiteur naïve qui visite d'une personne d'ibibio et lorsqu'elle est invitée à s'asseoir plutôt de se lever. On demandera maintenant à cette personne de se rendre à la hutte voisine pour aider à emprunter «eto idaaha» et la ramener à la personne dont elle a visité la maison initialement.

En arrivant à cette hutte, on lui dirait qu'ils ne l'ont pas et qu'il vérifie la prochaine hutte, il / elle peut être envoyé à la prochaine hutte et à la suivante jusqu'à ce qu'une personne âgée dise simplement à la personne sans méfiance que «eto idahaa» n'existe pas, mais cette personne doit retourner chez l'hôtesse visitée et accepter le siège et l'hospitalité de l'hôtesse. Cela aide les femmes âgées à avoir accès à la jeune génération pour les encadrer / les influencer. Le jeu imaginaire Eto Idaaha est utilisé comme un outil d'apprentissage pour le mentorat et l'influence.

Ekon nke e-e -

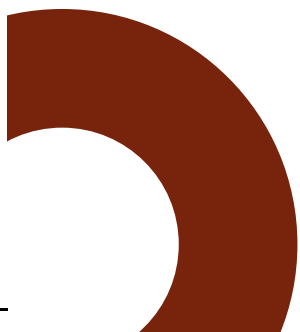
Where is the battle - Storytelling intro

Cette phrase est l'intro utilisée pour la narration. La réponse serait Ekong aka, ekong ayong, ekong isi kpaaha udim (littéralement, cela signifie que les conflits arrivent et que les conflits cessent, les conflits ne sont pas gagnés par la force de la foule de guerriers. Le conteur continue à raconter des histoires didactiques souvent ponctuées de chansons et des danses liées au thème de l'histoire, ce qui renforce les leçons des histoires.

Nda Ke ubok owo

I stand protected by this person's hand

Il s'agit d'une pratique connue où n'importe qui peut courir et se cacher derrière n'importe quel adulte, sur les infractions qui sont mineures et cet adulte a le devoir moral de protéger cette personne de la peine qui aurait pu être infligée et devrait immédiatement intervenir sur le terrain au nom de la personne. Les femmes âgées jouent généralement ce rôle et contribuent donc de manière significative à la résolution des conflits.



Ekpo isi idukoo eko iban

The women's hut/kitchen as a fortress/ Safe zone

Traditionnellement, la mascarade Ekpo était les agents des forces de l'ordre de la communauté. Cependant, la hutte des femmes ou leur coin de la cuisine étaient des endroits qu'ils n'avaient pas le droit de traverser. Cela a permis de garantir des zones sécurisées dans lesquelles n'importe qui pourrait courir pour des raisons de sécurité, même si vous êtes un étranger.

Iban isong

the women of the land

C'est une association de toutes les filles de la terre qui exercent une influence. Ils fonctionnent comme une entité dotée de pouvoirs de médiation, de délibération sur les affaires et de prononcer des décisions contraignantes assorties de sanctions pour tout traitement déshumanisant d'une autre femme.

Uhood

inlaws

Les mariages étaient parfois utilisés pour sceller des accords de paix entre des communautés en guerre, de sorte que les membres de la belle-famille jouissent de privilèges spéciaux en raison du mariage. Les mariages dans des contextes traditionnels comportent des privilèges de protection spéciale dont bénéficient les membres de la belle-famille. Cela comprenait l'asile dans la famille du beau-frère et une protection spéciale, même dans les cas où l'on aurait pu être un fugitif de guerre.

Ikpongo

Namesake/ god parents relationship

Le fait de nommer un enfant après une autre personne est un consensus stratégique et une action symbolique. Cela avait été utilisé dans le système de la famille élargie pour resserrer les liens entre des demi-frères antagonistes et même entre des communautés où l'animosité dominait auparavant.

Ce sont quelques-uns des moyens créatifs utilisés par les anciennes femmes Ibibio pour favoriser le consensus et la consolidation de la paix à l'intérieur et à l'extérieur de leurs communautés, en tirant parti de leurs rôles naturels en tant que femmes / filles / mères / épouses et en position d'exercer une influence et une diplomatie douce.

L' OUGANDA

NAYECHE

LA DÉESSE DE LA PAIX RÉCONCILIE LES TRIBUS ATEKER

by Bernice Joyce A.S. Nima

On raconte que Nayeche était une jeune fille âgée entre 12 et 15 ans, née à Kacheri, dans le district de Kotido, de la tribu Jie. Le père a décidé de la marier à un vieil homme riche. Nayeche a obstinément refusé le mariage malgré la force et les maltraitances. Un jour, en rentrant du puits, elle a trébuché et le pot en terre s'est brisé en morceaux. Sachant à quelle torture elle était susceptible d'être soumise, elle a alors décidé de s'enfuir dans le désert.

Elle a marché du village vers l'est en traversant des rivières et s'est reposée dans une grotte située quelque part dans les collines. À ce moment-là, la colline était pleine de fruits et de baies et elle a pu y vivre. Elle a par après rencontré un jeune homme avec qui elle a fondé une famille. Quelque temps plus tard, un taureau gris Engiro suivit le même chemin que Nayeche, atteignit et traversa la rivière jusqu'à la même colline où Nayeche avait établi sa maison.

Elle a reconnu le taureau qui venait de chez elle, alors elle s'en est occupée, l'a nourri et l'a utilisé pour élever ses propres vaches. Contrairement à la fuite de Nayeche, les jeunes hommes ont été fortement déployés à la poursuite du taureau Engiro. Les jeunes hommes trouvèrent non seulement Engiro, mais à leur grande surprise, leur sœur Nayeche, disparue depuis longtemps, était celle qui s'en occupait. Les jeunes hommes sont repartis annoncer l'heureuse nouvelle et ont rapporté à quel point l'endroit était meilleur et fertile et ont convaincu les vieillards de leur donner plus de vaches pour y faire paître, et ils y sont retournés.

Un immense cercle de pierres et de galets marque le site où toutes les communautés parlant le Turkana, même des pays voisins, se rassemblent pour un festival de trois jours pour célébrer Nayeche. Tous les visiteurs doivent obéir aux règles traditionnelles, d'où la nécessité d'un guide local.



Malheureusement, lorsque les aînés ont eu besoin de lait et de viande et ont demandé aux jeunes de rendre les vaches, ces derniers ont désobéi. Les vieillards étaient en colère contre Nayeche parce qu'ils soupçonnaient que sa nature rebelle avait déteint sur les jeunes hommes. Ils ont alors jeté une malédiction sur Nayeche pour avoir ignoré l'autorité des Anciens et ont dit dans leur déclaration divine.

Ani ère eke-eemit Nayeche anakan kosi angi'kasikou, Ekepite jik ngolo. Akirimit emam ere ngolo iboikin jik paka kecamu abongun nakan kosi nguna pei ongora nu

Cela signifie littéralement

Si Nayeche a catégoriquement rejeté notre parole et a décidé de fuir loin de nos mains, alors elle ne pourra jamais s'établir complètement quelque part et n'aura jamais une ferme où s'installer et continuera à errer et à fuir, jusqu'à ce que elle ou ses descendants choisissent de revenir à nos propres mains très sales

Sur son lit de mort, Nayeche a promis de réconcilier le Jie et Turukana. Dans les années 1990 et 2000-2010, de lourds raids / contre-raids et des conflits ont fait rage entre le Jie et le Turkana et n'ont été arrêtés que lorsque Nayeche est apparue aux devins de Jie et Turkana et leur a rappelé sa promesse de les réconcilier. Le rituel majeur a été réalisé en 2010, renouvelant le pacte Moru A Nayeche par Jie et Turukana. Par la suite, les Turukana l'ont institué comme une journée culturelle annuelle des Turukana où ils se réengagent pour un voisinage pacifique. Le Pacte de Nayeche a également embarqué dans cette aventure d'autres tribus apparentées d'Ethiopie, du Soudan du Sud, d'Ouganda et du Kenya. Les raids se sont arrêtés.

LE MOT DE LA FIN DE LA PART DE LA COORDINATION

Mukondeleli Mpeiwa
Coordinatrice du Secrétariat du Groupe Des
Sages/FemWise-Africa



Cela fait vingt ans que l'agenda Femme, Paix et Sécurité est mondialement reconnu!!! Durant ces vingt ans, les femmes se sont engagées dans un combat remarquable pour avoir une voix et être entendues à la table de la paix. De notre point de vue, le fait que nous ayons un bulletin d'information, généré par l'autorité continentale sur les questions de paix et de sécurité en Afrique, traitant spécifiquement des questions de FPS, montre à quel point les femmes Africaines ont fait un long parcours. Il y a en effet tant de choses sur lesquels il faut faire le point, célébrer et pour lesquels nous sommes reconnaissantes.

Dans notre bilan, nous avons conscience qu'il reste bien sûr beaucoup plus à faire, et devrait être mieux fait alors que nous continuons d'exiger la reconnaissance et l'inclusion de nos efforts en faveur de la paix et de la sécurité mondiales, continentales et nationales en tant que femmes Africaines. Tout en reconnaissant que le succès de l'agenda FPS restera une responsabilité partagée qui nécessite une approche de «l'ensemble de la société», nous devons bien sûr assumer pleinement les aspects critiques que nous, les femmes Africaines, avons encore besoin

d'accomplir pour nous-mêmes, ensemble. L'un des domaines sur lesquels nous avons beaucoup travaillé au fil des ans est la coordination, sachant qu'une voix unifiée est une voix plus forte et qui porte loin.

En s'appuyant sur 1325 et ses acquis, alors que nous nous tournons vers FPS 2.0, nous devons renforcer notre solidarité et nous concentrer sur l'élimination des barrières qui nous divisent afin que nous devenions vraiment « incontournables ». Même si nous venons de

différents pays, expériences, cultures, groupes d'âge et autres identités construites, nous nous rencontrons sous le parapluie continental coloré. C'est notre «Africanité» commune qui nous unit, et je pense que nous devons réfléchir un peu plus profondément à la manière dont notre diversité peut devenir notre véritable force. Nous avons aussi besoin de travailler activement sur notre unité, ensemble.

Nous devons également mieux réfléchir sur la manière dont nous tirons parti et renforçons nos partenariats et échanges intergénérationnels. Par exemple, en tant que jeunes femmes, nous devrions être préparées à faire la transition vers nos rôles de gardiennes des cultures et des coutumes de l'Afrique, et moteurs de sa nécessaire transformation en un espace plus inclusif et participatif. Nos mères doivent elles-aussi faire un effort conscient de nous inviter dans les espaces traditionnels et nous confier les connaissances et les pratiques qui font de nous ce que nous sommes en tant que femmes Africaines. Ensemble, nous devons élargir l'espace et légitimer les voix et les contributions des femmes Africaines, jeunes et âgées, dans toutes les plates-formes décisionnelles de nos sociétés.

En tant que l'une des nombreuses femmes de la «génération intermédiaire» qui ont tant à apprendre et une certaine expérience à offrir, mon espoir personnel pour le «futur 1325» est un espace politique et pratique qui reconnaît, valide et admet nos contributions en tant que femmes Africaines. Mon rêve est d'avoir un agenda FPS qui voit les femmes Africaines comme «assez équipées», et comme égales à nos homologues du monde entier. On dit que les rêves deviennent réalité, avec un peu de travail acharné, je crois qu'elles le font presque certainement! Levons nos «doeks» et célébrons les réalisations de la Résolution 1325 et l'avenir des femmes artisans de la paix et médiatrices à travers le monde!